

تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله
Ο ΞΑΥΞΖ ΣοΗΗΣΙ | ΘοΘ | Πολλοο οΧΗΗΣΑ ΓΥΛΓΑΑ ΠΞΘ ΘΕΞΘ οΛ + ΞΙΘQ QΘΘΞ
UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

KINGDOM OF MOROCCO



MINISTRY OF TRANSPORT
AND LOGISTICS



World Health
Organization

4th GLOBAL MINISTERIAL CONFERENCE ON ROAD SAFETY MARRAKECH - MOROCCO

18-20

FEBRUARY 2025

PROGRAMME



www.roadsafetymorocco.com



Renforcer la sécurité routière pour les personnes, la planète et la prospérité

Les dirigeants mondiaux doivent prendre des mesures urgentes et concertées pour mettre fin au carnage routier

Si vous deviez deviner la principale cause de décès des enfants et des jeunes dans le monde, que diriez-vous ?

Le paludisme ? La pneumonie ? Le suicide ? Ils sont tous là, mais non, ce sont les accidents de la route.

Les voitures existent depuis plus de 120 ans et nous savons comment prévenir ces tragédies. Pourtant, les accidents de la route continuent de faire plus de deux victimes par minute et près de 1,2 million de morts par an.

Si ces décès étaient dus à un virus, on parlerait de pandémie et le monde se précipiterait pour mettre au point des vaccins afin de les prévenir.

Pourtant, la réduction du nombre de morts sur les routes a longtemps été négligée, mal comprise et insuffisamment financée.

Les gens commettent toujours des erreurs sur les routes, mais nous disposons de solutions éprouvées qui garantissent que nos systèmes de transport peuvent absorber ces erreurs d'une manière qui réduit considérablement le risque de décès.

Dans le cadre des objectifs de développement durable des Nations unies et de la Décennie d'action des Nations unies pour la sécurité routière 2021-2030, le monde s'est fixé l'objectif ambitieux de réduire de moitié le nombre de morts sur les routes d'ici à 2030.

Dix pays seulement - dont certains pays à revenu faible ou intermédiaire durement touchés - sont parvenus à réduire la mortalité routière de plus de 50 % en dix ans, et plus de 30 pays sont à la traîne. Cela montre que l'objectif peut être atteint, mais qu'il est loin d'être suffisant. Il est urgent d'agir

La clé pour atteindre cet objectif est la décision de concevoir et de construire nos systèmes de transport pour les personnes - et non pour les véhicules à moteur - et de faire de la sécurité une priorité dans toutes les décisions et actions.

Cela est particulièrement important pour les usagers de la route les plus vulnérables, tels que les piétons, les cyclistes et les motocyclistes, qui sont souvent dangereusement exposés.

L'amélioration de la sécurité routière est cruciale en soi, mais elle est également essentielle au développement durable dans son ensemble.

Le monde connaît une vague de motorisation sans précédent. Plus d'un milliard de véhicules circulent sur les routes. Cette situation n'est pas viable. Nous devons donc nous concentrer sur le déplacement des personnes, et non des voitures, des motos et des camions.

Les transports sont responsables d'un quart des émissions mondiales de carbone et alimentent la congestion dans nos villes. Pourtant, lorsque la mobilité est rendue sûre et accessible, les gens choisissent les options plus écologiques que sont les transports publics, la marche et le vélo.

La conception des villes autour du transport durable - avec des pistes cyclables,

des zones piétonnes et des transports publics accessibles - renforce également les communautés en rendant les espaces plus sûrs et plus agréables à vivre, tout en améliorant l'accès à un logement adéquat et aux services de base pour tous.

Des routes sûres sont le moteur des économies. Les décès sur les routes peuvent coûter aux pays entre 3 et 5 % de leur PIB, et le fait de veiller à ce que davantage de personnes puissent se rendre en toute sécurité à leur travail, à l'école et aux services vitaux favorise le développement.

Des transports sûrs, accessibles et abordables éliminent également les obstacles à l'emploi, à l'école et aux opportunités pour les groupes défavorisés. Cela permet à chacun de réaliser son potentiel.

Il en va de même pour l'égalité des sexes. Dans certains pays, jusqu'à 80 % des femmes déclarent avoir été victimes de harcèlement dans les transports publics.

La sécurité routière est l'affaire de tous et, pour réussir, nous avons besoin de l'implication de toute une série de secteurs.

Les urbanistes et les ingénieurs doivent veiller à ce que la sécurité soit intégrée dans les infrastructures. Le monde universitaire et la société civile peuvent produire des preuves. Les médias peuvent approfondir ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et pourquoi.

Le secteur privé a une influence considérable. Les entreprises peuvent contribuer à une mobilité sûre et durable en appliquant des principes et des pratiques éprouvés tout au long de leur chaîne de valeur. Elles ne doivent vendre que des véhicules conformes aux normes de sécurité des Nations unies.

Pourtant, le rôle des gouvernements est primordial. Les gouvernements doivent mettre en place des approches stratégiques et bien coordonnées, des cadres politiques et juridiques solides qui imposent des normes de sécurité et des comportements sûrs, ainsi qu'un financement suffisant. L'application de la loi et l'éducation sont également essentielles.

Cette vision est au cœur du plan mondial pour la Décennie d'action des Nations unies pour la sécurité routière 2021-2030, qui propose aux gouvernements un plan d'action pour réduire le nombre de morts sur les routes.

Cette semaine, les dirigeants du monde entier se réuniront pour une conférence ministérielle mondiale sur la sécurité routière au Maroc. Ils évalueront les progrès accomplis, partageront leurs connaissances et feront avancer les actions visant à réduire de moitié le nombre de morts sur les routes d'ici à 2030.

Ils s'apprêtent à adopter une nouvelle déclaration de Marrakech, qui reconnaît que la sécurité routière est une priorité urgente en matière de santé publique et de développement, et que nos efforts doivent être guidés par les principes d'équité, d'accessibilité et de durabilité.

La déclaration appelle les dirigeants à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre le plan mondial de la Décennie d'action des Nations unies pour la sécurité routière. Nous avons besoin d'un changement radical de la volonté politique, d'un sentiment d'urgence, de stratégies fondées sur des données probantes, chiffrées et mises en œuvre, d'une coordination forte et d'un financement adéquat.

La sécurité routière est une crise qui n'a que trop duré. Aucun décès sur les routes n'est nécessaire ou acceptable.

Mais c'est aussi beaucoup plus que cela. Une mobilité sûre et durable peut être le moteur d'un avenir meilleur pour nous tous.

**4TH GLOBAL MINISTERIAL
CONFERENCE ON
ROAD SAFETY**
MARRAKECH - MOROCCO

**LA 4ÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE MONDIALE SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE
DU 18 AU 20 FÉVRIER 2025 AU PALAIS DES CONGRÈS, MARRAKECH**

SOUS LE THÈME : « JE M'ENGAGE POUR LA VIE »

AVANT-PREMIÈRE

15 FÉVRIER 2025

L'heure	Événement	Notes
7h30 - 17h00	Enregistrement à la Conférence	Espace d'enregistrement
9h00 - 17h00	Les Assemblées Générales de l'organisation mondiale des jeunes « Yours »	Auditorium Ambassadeur, Karam 1,2,3,4,5

16 FÉVRIER 2025

L'heure	Événement	Notes
7h30 - 17h00	Enregistrement à la Conférence	Espace d'enregistrement
9h00 - 17h00	Les Assemblées Générales de l'organisation mondiale des jeunes « Yours »	Auditorium Ambassadeur, Karam 1,2,3,4,5
16h00 - 17h30	Rencontre des Agences africaines Chefs de file de la Sécurité Routière (NARSA, Union Africaine, CEA-UN).	Fès 1

**4th GLOBAL MINISTERIAL
CONFERENCE ON
ROAD SAFETY**
MARRAKECH - MOROCCO

17 FÉVRIER 2025

L'heure	Événement	Notes
7h30 - 17h00	Enregistrement à la Conférence	Espace d'enregistrement
8h00 - 10h00	Alliance Mondiale des ONGs actives dans le domaine de la sécurité routière- Rencontres Régionales	Karam 1,2,3
8h00 - 12h30	Festival International du film de la sécurité routière	Auditorium Ambassadeur
9h30 - 17h00	Réunion des Directeurs Généraux des Agences chefs de file de la Sécurité Routière au niveau mondial	Fès 1
9h00 - 17h00	iRAP Événement - Infrastructures	Fès 2
9h00 - 17h00	Concours International de l'Invention et de l'Innovation	Salle de Réunion Karam 5
10h30 - 12h00	Lancement d'une opération intégrée : - Signature d'une convention relative au plan d'action de sécurité routière de Marrakech (Ministère de l'Intérieur, Ministère du Transport et de la Logistique, Ministère de l'Équipement et de l'Eau, Agence Nationale de la Sécurité Routière, Conseil communal de Marrakech, Conseil régional de Marrakech-Safi) ; - Signature d'une convention entre l'Agence Nationale de la Sécurité Routière et la Fédération Marocaine des Assurances pour l'acquisition de 20.000 casques pour cyclomoteurs ; - Lancement de l'opération Safe-Moto avec distribution de 30.000 Casques ; - Lancement de la campagne mondiale sur le port du Casque (Envoyé Spécial du Secrétaire Général de l'UN) ; - Campagne nationale de sécurité routière ; - Appel à l'action : Marcher et faire du vélo.	Avenue Mohammed VI
12h30 - 18h00	Assemblée Générale de l'Alliance Mondiale des ONGs	Auditorium Ambassadeur
13h00 - 14h00	Prè-Conférence de lancement (MTL & WHO)	
13h00 - 14h45	Atelier du comité consultatif du fond des nations Unies pour la sécurité routière sur l'Investissement	Karam 4
14h00 - 18h00	Festival International du film de la sécurité routière	Karam 1, 2
15h00 - 16h00	Forum du fond des nations Unies pour la sécurité routière pour l'Engagement	Royal ballroom
16h30 - 18h00	Réunion des Ministres Africains	Royal ballroom

**4th GLOBAL MINISTERIAL
CONFERENCE ON
ROAD SAFETY**
MARRAKECH - MOROCCO

18 FÉVRIER 2025

AGENDA

L'heure	Événement	LIEU
07h15 - 08h30	Inscription	
07h30 - 08h30	Événements parallèles	
	Lancement du Briefing mondial sur la sécurité routière pour les enfants et les adolescents (UNICEF).	Karam 1
	Petit-déjeuner de travail pour les marques de la sécurité routière (UNRSF).	Karam 2
	Présentation de l'action pour la sécurité routière en Afrique	Karam 3
08h45 - 10h15	Cérémonie d'Ouverture : Modératrices: Nabilia Kilani, Melinda Crane Observation d'une minute de silence Allocutions officielles : <ul style="list-style-type: none">• Aziz Akhannouch, Chef du Gouvernement du Royaume du Maroc ;• Tedros Ghebreyesus, Directeur Général, OMS ;• Jean Todt, UNSG Envoyé Spécial ;• Abdessamad Kayouh, Ministre Marocain du Transport et de la Logistique. Remise d'un timbre commémoratif et d'une médaille <ul style="list-style-type: none">• Amani Abou Zeid, Commissaire à l'Infrastructure et à l'Énergie, Union Africaine• Fatima Zahra Mansouri, Maire de Marrakech• Meera Naran, Victime et Avocate Remise du Prix International de SM le Roi Mohammed VI pour la Sécurité Routière.	Auditorium ministériel
10h15 - 10h45	Pause café	



Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus,
Directeur général de l'Organisation
mondiale de la santé



Aziz Akhannouch
Chef du gouvernement, Royaume
du Maroc



Jean Todt
L'envoyé spécial du Secrétaire
général des Nations unies pour la
sécurité routière,
Nations Unies



Abdessamad KAYOUH,
Ministre du transport et de la logis-
tique, Royaume du Maroc



Amani Abou-Zeid,
Commissaire de l'Union africaine
pour les infrastructures et l'éner-
gie, Égypte



Fatima Ezzahra El Mansouri
Ministre de l'Aménagement du
Territoire National, de l'Urbanisme
et de l'Habitat. Maire de la ville de
Marrakech,
Royaume du Maroc



Meera Naran,
victime et avocate

<p>10h45 - 12h00</p>	<p>Session plénière 1 : L'avenir de la sécurité routière : changement climatique, transport durable et nouvelles tendances en matière de mobilité</p> <p>Modérateur : Tumelo Mothotoane</p> <p>Introduction du panel: Etienne Krug, Organisation mondiale de la santé</p> <p>Discutants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Andreas Carlson, ministre des infrastructures et du logement, • Brigitte Diogo, sous-ministre déléguée aux transports, Canada • Dembélé Madina Sissoko, ministre des transports et des infrastructures, Mali • Ajay Tamta, ministre d'État, Transport routier et autoroutes, • Philippe Tabarot, ministre des transports, France • Fernando Grande-Marlask, ministre de l'intérieur, Espagne • Sana' Khasawneh, défenseur des droits de l'homme et des libertés fondamentales Responsable des campagnes, Youth for Road Safety (YOURS) 	<p>Auditorium ministériel</p> <p>* visites officielles à l'exposition chef du gouvernement et presse</p>
----------------------	---	--

SESSION PLÉNIÈRE 1

Titre de la session : L'avenir de la sécurité routière : changement climatique, transport durable et nouvelles tendances en matière de mobilité

Cette session offrira une plateforme aux leaders du transport pour partager des politiques et stratégies innovantes, démontrant comment la collaboration intersectorielle peut créer des systèmes de transport plus sûrs, plus écologiques et plus inclusifs. Les participants repartiront avec des perspectives concrètes sur l'intégration de la sécurité routière dans les objectifs plus larges du développement durable, garantissant ainsi que la sécurité reste un pilier central de la mobilité de demain.

Description de la session :

L'avenir de la sécurité routière se situe à l'intersection de défis mondiaux transformateurs, notamment le changement climatique, le développement du transport durable et les nouvelles technologies de mobilité. À mesure que les systèmes de transport évoluent, il existe une opportunité unique d'intégrer la sécurité routière aux efforts visant à créer des réseaux de mobilité plus propres, plus résilients et plus inclusifs. Réaliser cette vision nécessite une collaboration non seulement au sein du secteur du transport, mais également avec d'autres secteurs tels que l'environnement, la santé et l'urbanisme.

Ce panel ministériel explorera comment les investissements dans le transport durable, les infrastructures résilientes face au climat et les solutions de mobilité innovantes peuvent directement et indirectement améliorer les résultats en matière de sécurité routière. Des systèmes de transport en commun qui réduisent les accidents de la route et les émissions aux conceptions urbaines favorisant la mobilité active et un accès équitable, la session mettra en avant comment des approches intégrées et multisectorielles peuvent aboutir à des routes plus sûres pour tous.

Thèmes clés :

- **Le rôle des transports en commun**, de la marche et des infrastructures cyclables : Examiner comment les infrastructures de transport durable, telles que les réseaux de transports en commun, de marche et de vélo, peuvent réduire les émissions, désengorger le trafic et améliorer la sécurité en limitant les risques de collisions routières.

- **Technologies émergentes : véhicules autonomes, micro-mobilité et connectivité** : Discuter du potentiel des technologies émergentes comme les véhicules autonomes et la micro-mobilité pour améliorer la sécurité routière, ainsi que des défis liés à leur réglementation.
- **Collaboration avec les urbanistes pour la sécurité routière et la résilience climatique** : Souligner l'importance de la conception urbaine pour promouvoir la sécurité routière tout en veillant à ce que les villes soient résilientes face au climat et durables.
- **Intégration de la sécurité routière dans les stratégies de santé publique** : Mettre l'accent sur la manière dont la sécurité routière peut être intégrée aux stratégies de santé publique afin de réduire les blessures et la mortalité, tout en contribuant à des résultats de santé plus larges.
- **Équité et inclusion dans les efforts de sécurité routière** : Insister sur la nécessité de prioriser les besoins des communautés vulnérables et mal desservies afin de garantir des efforts de sécurité routière inclusifs et équitables.
- **Partenariats internationaux et collaboration intersectorielle** : Mettre en avant l'importance des partenariats internationaux et de la collaboration intersectorielle pour intégrer la sécurité routière aux objectifs mondiaux de durabilité et de développement.

Questions suggérées :

1. Alors que les efforts mondiaux se concentrent sur la lutte contre le changement climatique et la promotion du développement durable, comment la sécurité routière peut-elle être intégrée dans ces initiatives plus larges pour créer des systèmes de transport plus sûrs, plus écologiques et plus inclusifs ?
2. Les investissements dans les transports en commun et les infrastructures de mobilité active sont souvent perçus comme des solutions pour réduire les émissions et améliorer la sécurité. Comment votre pays aligne-t-il ces objectifs pour atteindre à la fois des résultats environnementaux et sécuritaires ?
3. Avec l'essor des véhicules autonomes, de la micro-mobilité et des systèmes de transport partagés, comment votre gouvernement veille-t-il à ce que la sécurité routière reste une priorité tout en adoptant l'innovation ?
4. La sécurité routière est liée à des secteurs tels que la santé, l'urbanisme et l'environnement. Pouvez-vous partager des exemples de collaborations réussies dans votre pays qui ont amélioré les résultats en matière de sécurité ?
5. Les usagers vulnérables de la route, en particulier les piétons et les cyclistes, sont souvent les plus exposés aux risques. Quelles mesures votre gouvernement prend-il pour s'assurer que les politiques de sécurité routière priorisent ces groupes, notamment dans les zones mal desservies ou rurales ?

LISTE DES ORATEURS



Dr Etienne Krug est directeur du département des déterminants sociaux de la santé à l'Organisation mondiale de la santé à Genève, en Suisse.

Il dirige les efforts déployés au niveau mondial pour prévenir la violence et les blessures, s'attaquer aux déterminants sociaux de la santé et promouvoir le vieillissement en bonne santé. Il supervise l'élaboration de résolutions intergouvernementales et de rapports mondiaux, la mise en œuvre de projets de développement multinationaux et de campagnes de sensibilisation. Il préside le Comité international d'organisation des conférences mondiales sur la prévention des blessures, le Groupe des Nations unies pour la collaboration en matière de sécurité routière et copréside le Comité exécutif du Partenariat mondial pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants.



Andreas Carlson est le ministre suédois des infrastructures et du logement.

Il est ministre de l'Infrastructure et du Logement depuis octobre 2022. Il dirige les travaux du gouvernement en matière de transport, d'infrastructure, de planification communautaire et de logement. Il a été membre du Parlement de 2010 à 2022, où il a été chef de groupe pour les démocrates-chrétiens de 2015 à 2022 et vice-président de la commission de la justice de 2018 à 2022. Il a commencé son service public dans la municipalité de Mullsjö en 2006, où il a représenté le parti au conseil municipal et au conseil exécutif municipal. Avant d'être élu au Parlement, Andreas a travaillé comme attaché de presse au Parlement européen et comme journaliste. Il a suivi une formation en droit et en communication à l'université de Lund et à l'université de Jönköping.



Brigitte Diogo est sous-ministre déléguée aux transports au Canada.

Elle est nommée sous-ministre déléguée de Transports Canada, à compter du 6 mai 2024. Auparavant, elle a occupé le poste de sous-commissaire de l'Agence du revenu du Canada à partir d'avril 2022.

De 2020 à 2022, Brigitte a été vice-présidente de la sécurité sanitaire et des opérations régionales à l'Agence de la santé publique du Canada au plus fort de la pandémie de COVID-19. Elle a dirigé les efforts multidisciplinaires et interministériels pour l'élaboration et la mise en œuvre des mesures d'urgence aux frontières du Canada afin de réduire le risque d'importation et de transmission du COVID-19 lors des voyages internationaux.

En tant que directrice générale de la sécurité ferroviaire à Transports Canada de 2015 à 2020, Brigitte était responsable de la supervision des exigences de sécurité pour les compagnies de chemin de fer sous réglementation fédérale, y compris la surveillance de la conformité et l'application de la loi. À ce titre, elle a dirigé d'importants changements législatifs et réglementaires visant à améliorer le régime de sécurité ferroviaire au Canada.

De 2008 à 2014, Brigitte a travaillé au Bureau du Conseil privé sur la politique de développement économique et régional ainsi que sur la sécurité nationale et le renseignement. Brigitte a commencé sa carrière à Citoyenneté et Immigration Canada où elle a travaillé sur les politiques de migration internationale et sur les conditions d'admission au Canada, y compris la politique des visas.

Brigitte est diplômée de l'Université d'Ottawa en économie, administration publique et sciences politiques. Elle est également titulaire d'un certificat de maîtrise en gestion des risques opérationnels de la Sprott School of Business de l'Université Carleton.



Dembélé Madina Sissoko, ministre des transports et des infrastructures, Mali

Elle a travaillé comme enseignante et ingénieure et comme chef de projet au ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Mme Dembélé était directrice de l'Institut national de formation des ingénieurs en 2016 et directeur de la formation professionnelle au Mali en 2019. Une structure à laquelle elle a donné un souffle nouveau et qui est désormais sur la voie du progrès et de l'émergence. Elle a fait également ses preuves dans d'autres structures, comme les UFAE/ MB, INFP. Elle est nommée ministre des Transports et des Infrastructures dans le gouvernement Choguél Maïga en juin 2021.

Madame Dembélé a été également tour à tour Directrice générale de l'Institut d'ingénierie de formation professionnelle, chef du Projet de construction des maisons artisanales des cercles de Djenné et Bandiagara dans la région de Mopti et chef du Projet de construction des centres de formation professionnelle moderne dans le domaine du Bâtiment et travaux publics au compte du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Très dynamique et compétente, l'actuelle locatrice du département des Transports et des Infrastructures a participé à beaucoup de formations et a largement contribué à la formation des formateurs qu'ils soient dans le domaine de l'élaboration des supports de formation dans le secteur de BTP, mais aussi et surtout l'élaboration des programmes sur les modules comme la maçonnerie- teinture, dessin industriel, menuiserie électrique.

Madame le ministre a été aussi chef de chantier pour la réalisation du village CAN à Kabala avec le cabinet d'architecture « Modolor ». Médaille de mérite national avec effigie abeille et l'Officier de l'Ordre national, Mme Dembélé Madina Sissoko, mariée et mère de quatre enfants, elle parle le français, l'anglais et le bambara.



Ajay Tamta est le ministre d'État au transport routier et aux autoroutes de l'Inde.

Il est un homme politique indien. Il est représentant du Bhartiya Janata Party. En plus d'être député de la circonscription d'Almora, il a été ministre d'État pour les textiles. Le candidat du Bhartiya Janta Party pour les élections de la Lok Sabha à Almora en 2024 a été annoncé.

Il est le fils de Smt. Nirmala Tamta et de Shri Manohar Lal Tamta. Né à Almora, dans l'Uttarakhand, le 16 juillet 1972, il a entamé une carrière marquée par le service public. Il a épousé Smt. Sonal Tamta le 22 novembre 2011, avec qui il a eu un fils et une fille.

Dans le cadre de sa carrière éducative, il a suivi des études intermédiaires auprès du conseil d'administration de l'U.P. Il est connu pour être un activiste social et un transporteur. Dans sa vie professionnelle, il est connu pour être un activiste social et un transporteur, mettant ses connaissances et ses capacités au service de sa communauté et du pays.

Il a été membre de l'assemblée législative de l'Uttar Pradesh pendant deux mandats, de 2007 à 2014. De 2014 à 2019, il s'est tourné vers les affaires nationales, en tant que ministre d'État de l'Union au ministère du textile, et a occupé des postes au sein de commissions législatives. Il a rejoint le comité consultatif du ministère des transports routiers et des autoroutes en septembre 2019 et a été un membre actif du comité permanent du pétrole et du gaz naturel depuis lors. Depuis mai 2020, il a maintenu son dévouement à l'administration inclusive en siégeant au Comité permanent des castes et tribus répertoriées.



Philippe Tabarot est le ministre des transports de la France.

Il est titulaire d'une maîtrise en droit public de l'Université de Nice.

À partir de 1998, il est conseiller municipal de Cannes sous l'étiquette UDF-Démocratie libérale, avant de rejoindre l'Union pour un mouvement Populaire (UMP).

Désormais connu sous le nom de Les Républicains.

Il est élu sénateur des Alpes-Maritimes le 27 septembre 2020.



Fernando Grande-Marlaska Gomez est le ministre de l'intérieur de l'Espagne.

(Bilbao, 26 juillet 1962) est un magistrat et homme politique espagnol, actuel ministre de l'Intérieur du gouvernement espagnol depuis 2018.

Il est un juge bien connu depuis le début des années 2000 pour son passage à l'Audience nationale, où il a jugé plusieurs membres du groupe terroriste basque ETA et a dirigé le procès qui a suivi l'accident de Yak-42, parmi d'autres affaires pertinentes. Il a également été membre du Conseil général du pouvoir judiciaire - l'organe directeur du pouvoir judiciaire espagnol - de 2013 à 2018.



Sana'a Khasawneh, responsable du plaidoyer et des campagnes, Youth for Road Safety (YOURS)

Elle est chef de projet junior chez YOURS. Elle est architecte et titulaire d'une maîtrise en gestion de la sécurité routière. Sana'a fait preuve d'un enthousiasme contagieux pour les villes piétonnes et le développement mené par les jeunes. Elle est animée par la passion d'avoir un impact positif sur le monde.

12h15 - 13h45	<p>Table Ronde Ministérielle (fermée, pour les Ministres et les Chefs de Délégations uniquement).</p> <p>Modératrice : Melinda Crane</p> <p>Président: Abdessamad Kayouh, Ministre du Transport et de la Logistique, Royaume du Maroc.</p> <p>Introduction du panel : Jean Todt, l'envoyé spécial des nations unies pour la sécurité routière</p>	Salle de ballroom
---------------	---	-------------------



Table ronde ministérielle : Passer des engagements à l'action - Mise en œuvre de la déclaration de la conférence

Aperçu de la session :

Cette table ronde ministérielle de haut niveau se concentrera sur les prochaines étapes pour traduire les engagements pris dans la déclaration de la conférence en actions concrètes. Les ministres discuteront de la manière d'aligner les stratégies nationales de sécurité routière sur les priorités de la déclaration, d'identifier les éléments clés de la mise en œuvre et d'explorer le rôle du leadership politique dans l'accélération des progrès. La session sera également l'occasion de discuter des mécanismes de responsabilité, du financement des interventions en matière de sécurité routière et de la promotion de la coopération internationale pour soutenir la mise en œuvre. Il sera essentiel de veiller à ce que la sécurité routière ne soit pas traitée comme une question isolée, mais qu'elle soit pleinement intégrée dans les stratégies nationales de transport, de mobilité et de développement dès le départ.

Description de la session :

La déclaration de la conférence présente une vision et un engagement communs en faveur de l'amélioration de la sécurité routière, en accord avec la Décennie d'action des Nations unies pour la sécurité routière 2021-2030 et l'objectif mondial de réduire de moitié le nombre de morts et de blessés sur les routes d'ici à 2030. Cependant, les engagements doivent être suivis d'actions pour conduire à des changements significatifs. Cette table ronde réunira les ministres pour discuter de la manière dont ils peuvent intégrer les engagements de la déclaration dans les politiques et stratégies nationales, en veillant à ce que la sécurité routière devienne un élément fondamental de la planification des transports et de la mobilité plutôt qu'une réflexion après coup. La discussion soulignera l'importance d'intégrer la sécurité routière dans des politiques plus larges de développement durable, en s'assurant qu'elle est prise en compte dès le départ dans les investissements d'infrastructure, la planification urbaine et la conception des systèmes de transport.

Les ministres examineront les défis pratiques et les possibilités de mise en œuvre, notamment l'obtention d'une adhésion politique, la mobilisation d'un financement durable et le renforcement de la coordination intergouvernementale. Ils réfléchiront également à la manière dont les mécanismes de responsabilisation peuvent favoriser les progrès et dont la coopération régionale et internationale peut aider les pays à tenir leurs engagements. En intégrant la sécurité routière dans la planification générale des transports et de la mobilité, les gouvernements peuvent non seulement réduire le nombre de morts et de blessés, mais aussi améliorer la productivité économique, l'équité sociale et la durabilité environnementale.

Points de discussion :

- Renforcer l'intégration de la sécurité routière dans les programmes plus larges de développement et de transport durable en encourageant la coordination interministérielle, en promouvant l'engagement multisectoriel et en renforçant la collaboration internationale pour garantir une approche holistique et efficace.
- Accroître les ressources financières consacrées à la sécurité routière et veiller à leur utilisation stratégique dans le cadre de stratégies de sécurité routière globales et axées sur les résultats afin de maximiser l'impact et la viabilité à long terme.
- Faciliter le transfert et l'adoption de technologies améliorant la sécurité par

l'harmonisation et la coordination des normes, en veillant à ce que l'innovation contribue à rendre les systèmes routiers plus sûrs à l'échelle mondiale.

- Faire progresser les réformes institutionnelles et législatives en renforçant les capacités, en améliorant la collecte de données et les mécanismes de suivi, et en renforçant l'application de la législation afin de créer un environnement réglementaire efficace pour la sécurité routière.
- Renforcer l'engagement du secteur privé dans la sécurité routière en encourageant les entreprises à intégrer des considérations de sécurité dans leurs opérations et leurs investissements, en favorisant la responsabilité des entreprises et en alignant les pratiques de l'industrie sur les objectifs de sécurité routière.

12h15 - 13h45	Sessions parallèles (groupe 1) :	
	1. Au-delà des soins d'urgence : renforcer la réponse, la protection et la réadaptation après un accident pour les victimes de la route.	Fes 1
	2. La sécurité routière en tant que sécurité au travail : appliquer les normes sur le lieu de travail pour réduire les décès sur les routes.	Karam 5
	2. Des villes plus sûres dès leur conception pour l'atténuation et l'adaptation.	Auditorium ministériel
	2. L'Engagement des Jeunes : Intégrer les voix des jeunes dans la prise de décision en matière de sécurité routière.	Auditorium Ambassador
	2. Le rôle de la législation et des instruments juridiques dans le renforcement de la sécurité routière.	Fes 2

Session 1 : Au-delà des soins d'urgence : renforcer la réponse post-accident, la protection et la réhabilitation des victimes de la route

Aperçu de la session

Survivre à un accident de la route n'est que le début d'un long parcours pour les victimes et leurs familles. Si les soins d'urgence sont cruciaux, la prise en charge post-accident ne se limite pas aux soins immédiats ; elle comprend également la réhabilitation, la protection juridique, le soutien financier et la réintégration sociale à long terme. De nombreux survivants, notamment dans les pays à revenu faible et intermédiaire, rencontrent des obstacles dans l'accès aux soins de santé, des lacunes en matière d'assurance, des incertitudes juridiques et des difficultés économiques en raison de leurs blessures.

Cette session réunira des experts des secteurs de la santé, des secours d'urgence, des assurances, du droit et des associations de soutien aux victimes pour discuter des moyens permettant aux pays de renforcer leurs systèmes de prise en charge post-accident afin d'assurer des soins médicaux efficaces, une protection juridique et un soutien financier et psychologique aux victimes et à leurs familles.

Description de la session

Chaque année, des millions de survivants d'accidents de la route font face à des conséquences physiques, psychologiques et financières qui bouleversent leur vie. Bien que la réponse médicale d'urgence soit essentielle, les soins post-accident doivent aller bien au-delà du traitement initial. De nombreux survivants – en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire – ont un accès limité aux services de réhabilitation, bénéficient de protections juridiques insuffisantes et souffrent d'une instabilité financière due à des lacunes dans les couvertures d'assurance et les mécanismes d'indemnisation. L'application inefficace des droits des victimes laisse souvent ces dernières et leurs familles sans justice ni soutien suffisant.

Cette session explorera comment les pays peuvent renforcer leurs systèmes de soins post-accident en intégrant la réponse d'urgence avec la réhabilitation à long terme, la protection juridique et le soutien social. Les intervenants discuteront du rôle des assurances, des mécanismes d'indemnisation et des cadres juridiques pour garantir que les victimes et leurs familles reçoivent l'aide nécessaire. Ils mettront également en avant les meilleures pratiques en matière de coordination entre les gouvernements, les prestataires de soins de santé, les assureurs et les groupes de défense des victimes. Renforcer ces systèmes est essentiel pour réduire les impacts durables des accidents de la route et garantir aux victimes les soins, la protection et la dignité qu'elles méritent.

Thèmes clés

- **Réponse d'urgence et soins préhospitaliers** : Renforcement des systèmes de soins en traumatologie, des services d'ambulance et des réseaux de premiers secours.
- **Réhabilitation et soutien à long terme** : Amélioration de l'accès à la physiothérapie, aux services de santé mentale et à la réadaptation communautaire.
- **Droits des victimes et protections juridiques** : Assurer des procédures légales équitables, une indemnisation des victimes et une application efficace des lois sur les accidents de la route.
- **Protection financière et sociale** : Comblent les lacunes des assurances, encadrer les responsabilités des employeurs et garantir un soutien économique aux familles affectées.
- **Collaboration intersectorielle** : Comment les gouvernements, la société civile et le secteur privé peuvent travailler ensemble pour améliorer la prise en charge post-accident.

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Binta Sako, conseillère régionale pour l'Afrique, Organisation mondiale de la santé



Introduction du pannel : Abdul Bachani, Université Johns Hopkins, Unité internationale de recherche sur les blessures, États-Unis



Leticia Cardoso, directrice de l'épidémiologie et de la surveillance, ministère de la santé, Brésil



Grace Mark Tsubira, Croix-Rouge, Ouganda



Viviam Perrone, Madres de Dolores, Argentine



Mompoti Bontsibokae, Directeur de la prévention des blessures, Botswana



Najeebah Sulaimain, Ministère des transports et des communications, Brunei Darussalam



Ismaili Mohammed, Ministère de la santé et de la protection sociale, Maroc

Session 2 : La sécurité routière comme sécurité au travail : appliquer les normes de sécurité professionnelle pour réduire les décès liés aux accidents de la route

Aperçu de la session

Les accidents de la route sont la principale cause de décès accidentels liés au travail dans le monde, avec près de 400 000 décès par an liés à l'utilisation des routes dans le cadre du travail. Pourtant, la sécurité routière est souvent négligée en tant que risque professionnel, et les réglementations actuelles en matière de santé et de sécurité au travail ne couvrent pas toujours les déplacements professionnels.

Cette session explorera comment l'application des normes de sécurité au travail, des politiques d'approvisionnement et des technologies automobiles peut réduire considérablement les accidents de la route liés au travail, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI), où les chaînes d'approvisionnement fonctionnent dans des environnements réglementaires variés.

Les experts issus des gouvernements, de l'industrie et des organisations internationales discuteront des solutions réglementaires, financières et technologiques permettant de considérer la sécurité routière comme une priorité de santé et de sécurité au travail, et d'encourager les employeurs et les chaînes d'approvisionnement à prendre des mesures proactives pour réduire les risques.

Description de la session

Adopter une approche préventive en matière de sécurité routière liée au travail pourrait permettre de réduire considérablement le nombre de décès sur les routes à l'échelle mondiale. Appliquer les conventions et réglementations en matière de sécurité au travail aux déplacements routiers obligerait les employeurs à évaluer et atténuer les dangers liés à la circulation, tout comme ils le font pour les chantiers, les usines et les bureaux.

Les politiques d'approvisionnement public et privé peuvent également jouer un rôle clé pour s'assurer que les entreprises privilégient la sécurité routière dans leurs chaînes d'approvisionnement. Cette session abordera des questions essentielles telles que :

Comment intégrer les normes de sécurité au travail dans la réglementation routière pour protéger les travailleurs et les tiers ?

Quel rôle jouent les politiques d'approvisionnement – en particulier les achats publics – dans la promotion de l'utilisation de véhicules plus sûrs et de meilleures pratiques en entreprise ?

Comment l'industrie automobile peut-elle contribuer à l'amélioration de la sécurité grâce à l'innovation technologique et au suivi de la conformité ?

En s'appuyant sur des études de cas réussies, le panel proposera des solutions concrètes pour intégrer la sécurité routière aux réglementations en matière de sécurité au travail, influencer les politiques d'entreprise et exploiter les avancées technologiques pour prévenir les accidents professionnels liés à la route.

Thèmes clés

- **Considérer la route comme un lieu de travail :** Appliquer les normes de sécurité professionnelle à la circulation routière et aux opérations de transport.
- **L'approvisionnement comme outil de sécurité :** Comment les politiques d'achat public et privé peuvent encourager des normes de sécurité routière plus strictes dans les entreprises.

- **Réglementation et instruments financiers** : Le rôle des politiques gouvernementales et des cadres internationaux dans l'application des normes de sécurité routière au travail.
- **Technologie et conformité** : Innovations dans la sécurité des véhicules, le suivi des conducteurs et l'application des règlements pour prévenir les accidents de travail sur la route.
- **Chaînes d'approvisionnement et responsabilité** : Assurer la sécurité des travailleurs dans des environnements réglementaires variés, en particulier dans les PRFI.

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Jeffrey Michael, Chercheur émérite, Université Johns Hopkins



Introduction du panel : Maria Krafft, Administration suédoise des transports



Roberto Maiorana Directeur général de l'administration suédoise des transports



Astrid van der Burgt, responsable de la sécurité routière, Holcim



Jennie Edwardsson, responsable des activités de transport durable, Scania CV, Suède



Tariq Essaid, Preventica, Maroc



Trent Victor, directeur de la recherche en matière de sécurité et des meilleures pratiques, Waymo.



Alejandro Furas, secrétaire général du programme latin d'évaluation des voitures neuves (NCAP)



Johan Davidson, secrétaire d'État aux infrastructures et au logement, Suède

Session 3 : Des villes plus sûres grâce à la conception urbaine pour l'atténuation et l'adaptation aux risques

Aperçu de la session

Les villes du monde entier sont déjà confrontées aux effets du changement climatique, notamment les vagues de chaleur et les inondations. En réponse, les gouvernements se concentrent sur l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Cependant, la sécurité routière doit être intégrée dans ces efforts pour garantir que les investissements dans le transport durable permettent aussi des déplacements sûrs pour les piétons, les cyclistes et les usagers des transports publics.

Cette session explorera comment les villes peuvent intégrer la sécurité routière dans leurs stratégies d'adaptation au climat et de planification des transports. Elle mettra en avant des exemples réussis, abordera les défis et discutera des moyens d'aligner les politiques, les investissements et les stratégies d'aménagement urbain pour créer des villes plus sûres et plus durables.

Description de la session

Avec plus d'un milliard de véhicules sur les routes et une urbanisation rapide, le transport est devenu un contributeur majeur aux émissions de gaz à effet de serre. De plus, les accidents de la route coûtent aux pays entre 3 et 5 % de leur PIB chaque année.

Alors que les gouvernements investissent dans la résilience climatique, il est crucial de ne pas traiter la sécurité routière comme une question secondaire, mais comme un élément fondamental de la mobilité durable. Des infrastructures bien conçues favorisent les modes de transport actifs (marche, vélo, transports en commun) et permettent de réduire la dépendance aux voitures, ce qui diminue les émissions et améliore la sécurité.

Les banques de développement et les gouvernements investissent massivement dans les infrastructures de transport et urbaines, créant une opportunité unique pour intégrer la sécurité routière dans ces projets. Cependant, des obstacles persistent, notamment la planification sectorielle cloisonnée, le manque d'application des réglementations et les lacunes en financement.

Cette session réunira des experts en urbanisme, politique des transports, institutions financières internationales et gouvernements pour discuter des meilleures pratiques et des étapes à suivre pour que les investissements futurs favorisent à la fois la durabilité et la sécurité.

Thèmes clés

- **La sécurité routière comme stratégie climatique :** Comment rendre les villes plus sûres pour la marche et le vélo contribue-t-il aux objectifs de réduction des émissions et d'adaptation climatique ?
- **Intégrer la sécurité dans les projets de transport financés par les banques de développement :** Quelles politiques et cadres peuvent garantir que la sécurité routière est prise en compte systématiquement ?
- **Développer et étendre les initiatives réussies :** Quelles stratégies éprouvées d'intégration de la sécurité routière dans les projets de résilience climatique peuvent être répliquées à grande échelle ?
- **Investissements dans des infrastructures sûres :** Comment les gouvernements

et les investisseurs peuvent-ils s'assurer que la sécurité routière est une composante essentielle des infrastructures ?

- **Collaboration multi-acteurs** : Quel est le rôle des banques de développement, des gouvernements locaux et nationaux, et des investisseurs privés pour encourager des villes plus sûres et plus durables ?



LISTE DES ORATEURS

Modérateur : Claudia Adriazola-Steil, Institut des ressources mondiales



Lieu de la scène : Adualdo de Lima Catao, Secrétaire du Transit Brésil



Marco Yamagushi, Banque africaine de développement



Pedro Homem de Gouveia, Réseau POLIS



Winston Katushabe, Commissaire chargé de la réglementation et de la sécurité des transports, Ouganda



Weimin Ren, directeur de la division des transports, Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)



Ngadi Mohammed, chef du département des collectivités, Maroc

Session 4 : L'Engagement des Jeunes : Intégrer les voix des jeunes dans la prise de décision en matière de sécurité routière

Aperçu de la session :

La sécurité routière reste une question cruciale, en particulier pour les jeunes qui sont à la fois très touchés par les accidents de la route et essentiels à l'élaboration de solutions. Cette session se concentrera sur l'importance d'intégrer les perspectives des jeunes dans la prise de décision à tous les niveaux, en soulignant que les jeunes ne supportent pas seulement les conséquences des échecs en matière de sécurité routière, mais qu'ils ont également une vision unique de l'avenir. En tant que prochaine génération de dirigeants, les jeunes hériteront du monde et le dirigeront, et leur vision de la sécurité routière doit être prise en compte dans l'élaboration des politiques et des stratégies pour un avenir durable et sûr.

Les panélistes exploreront la valeur distincte des perspectives des jeunes, en se concentrant sur la façon dont ils apportent des idées fraîches et une perspective orientée vers l'avenir qui remet en question le statu quo. La discussion portera également sur les obstacles à la participation des jeunes, mettra en lumière des modèles réussis d'implication des jeunes dans la sécurité routière et proposera des moyens d'intégrer les jeunes de manière significative dans les processus de prise de décision aux niveaux local, national et international.

Description de la session :

Les accidents de la route restent l'une des principales causes de décès chez les jeunes dans le monde. Cependant, le point de vue des jeunes sur la sécurité routière est essentiel, non seulement parce qu'ils sont directement concernés par ces questions, mais aussi parce qu'ils façonnent la vision de l'avenir. Alors que les jeunes commencent à assumer des rôles de leadership, leur compréhension de la mobilité, de la sécurité et de la durabilité influencera directement la politique, la conception et l'infrastructure futures.

Cette session mettra l'accent sur l'importance d'intégrer la voix des jeunes dans la prise de décision en matière de sécurité routière afin de s'assurer que les solutions que nous créons aujourd'hui s'alignent sur les besoins et les valeurs des générations futures. Le point de vue des jeunes est essentiel dans la création d'une feuille de route pour une mobilité plus sûre et plus durable, car ils hériteront des systèmes et des villes que nous construisons aujourd'hui. La discussion portera sur la manière dont les jeunes peuvent être engagés en tant que parties prenantes et leaders, passant de la consultation à la pleine participation au développement et à la mise en œuvre des politiques de sécurité routière.

La session explorera comment donner aux jeunes les moyens de façonner l'avenir de la sécurité routière en s'attaquant aux obstacles à la participation, en encourageant la collaboration entre les générations et en veillant à ce que leur vision de la mobilité soit prise en compte en priorité dans les politiques et le développement des infrastructures. Le panel discutera des initiatives réussies menées par les jeunes, des stratégies pour institutionnaliser la participation des jeunes, et des méthodes pour impliquer les jeunes non seulement dans le plaidoyer, mais aussi dans les processus de conception et de prise de décision qui affectent leur avenir.

Thèmes clés :

- **La vision prospective des jeunes** : Comprendre comment les perspectives des jeunes sont essentielles pour façonner l'avenir de la sécurité routière et comment ils voient l'évolution du monde.
- **Les jeunes, concepteurs de l'avenir** : Comment l'intégration des jeunes dans les processus décisionnels garantit que la mobilité future est conçue pour la prochaine génération de dirigeants.
- **Institutionnaliser l'engagement des jeunes** : Méthodes pratiques pour s'assurer que les jeunes sont inclus de manière significative dans la prise de décision aux niveaux local, national et international.
- **Outils numériques et innovation dans le plaidoyer mené par les jeunes**: Explorer comment les jeunes peuvent tirer parti des outils numériques et des plateformes créatives pour innover et plaider en faveur de routes et d'une mobilité plus sûres.
- **Surmonter les obstacles à la participation des jeunes** : Identifier et relever les défis qui empêchent les jeunes de s'engager pleinement dans les processus de prise de décision en matière de sécurité routière.
- **Créer un leadership à long terme pour les jeunes en matière de sécurité routière** : Stratégies pour créer des voies durables permettant aux jeunes de jouer un rôle de premier plan dans les initiatives de sécurité routière, au-delà des campagnes à court terme.

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Manpreet Darroch, directeur adjoint,
Jeunesse pour la sécurité routière



Introduction du panel : Stefania Minniti, directrice du
plaidoyer - YOURS - Youth for Road Safety (Jeunes pour la
sécurité routière)



Nikorn Chamnong, conseiller au ministère du
développement social et de la sécurité humaine, Thaïlande



Blanca Lopez, vice-maire, Guayaquil, Équateur





Avi Silverman, directeur exécutif adjoint, Fondation FIA



Robert Colonna, membre du conseil d'administration et président du comité des jeunes professionnels, Association canadienne des professionnels de la sécurité routière



Kenza Abourmane, directrice de la jeunesse, ministère de la culture, de la jeunesse et de la communication, Maroc

Session 5 : Le rôle de la législation et des instruments juridiques dans le renforcement de la sécurité routière.

Aperçu de la session :

Cette session explorera le rôle de la législation nationale et des conventions internationales ainsi que leur mise en œuvre dans l'amélioration de la sécurité routière, y compris les principales conventions de l'ONU sur la sécurité routière et les conventions de l'OIT relatives à la sécurité des travailleurs, notamment dans les opérations de transport. Elle soulignera comment les cadres juridiques peuvent conduire à des améliorations systémiques de la sécurité routière en établissant des exigences réglementaires claires, en garantissant la responsabilité et en facilitant les mécanismes d'application. La discussion portera également sur les défis liés à l'adoption et à la mise en œuvre de ces instruments juridiques dans les États membres, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, et explorera les stratégies visant à renforcer le respect et l'application de la législation.

Description de la session :

Des cadres juridiques solides sont essentiels pour améliorer la sécurité routière. Les principaux instruments juridiques des Nations unies, tels que les conventions de Vienne de 1968 sur la circulation et la signalisation routières, les accords de 1958, 1997 et 1998 sur le règlement des véhicules, fixent des normes mondiales pour le comportement des usagers de la route, la sécurité des véhicules et l'infrastructure routière. Toutefois, de nombreux pays n'ont pas encore adhéré à ces conventions ou n'ont pas encore mis en œuvre l'intégralité de leurs dispositions, ce qui limite leur capacité à améliorer les résultats en matière de sécurité routière.

Outre les lois sur la circulation routière, les réglementations du travail jouent un rôle crucial dans la protection des travailleurs du secteur des transports et dans l'amélioration de la sécurité des systèmes de transport. Les conventions de l'OIT, telles que la convention (C153) et la recommandation (R161) sur la durée du travail et des périodes de repos dans les transports routiers ou la convention (C155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, ainsi que l'accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR) de la CEE-ONU, établissent des normes pour les conditions de travail, la gestion de la fatigue des conducteurs, les mécanismes d'inspection et la responsabilité de l'employeur dans le secteur des transports.

Cette session discutera de la manière dont les pays peuvent adopter et mettre en œuvre des lois et réglementations nationales sur la circulation routière et des conventions internationales pour améliorer la sécurité routière, y compris le rôle de l'harmonisation juridique dans le transport transfrontalier ainsi que le mécanisme de suivi et d'évaluation de la communauté internationale. Elle examinera également comment les réformes législatives, l'application des réglementations et la responsabilité juridique peuvent renforcer les systèmes de sécurité routière, qu'il s'agisse d'importations de véhicules plus sûrs ou d'une meilleure protection des conducteurs professionnels.

Thèmes clés :

- Le rôle des conventions de l'ONU sur la sécurité routière dans l'établissement de recommandations juridiques internationales
- Comment les instruments et outils de l'OIT sur la sécurité et la santé au travail des travailleurs, les temps de conduite et l'AETR de la CEE-ONU contribuent à la sécurité routière et à la gestion de la fatigue pour les conducteurs professionnels et les travailleurs du secteur des transports.
- Défis et opportunités dans l'adoption et la mise en œuvre des conventions internationales relatives à la sécurité routière, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire
- Le rôle des réformes législatives nationales dans l'amélioration des résultats en matière de sécurité routière
- Mécanismes juridiques pour relever les défis de la sécurité routière, tels que la réglementation des importations de véhicules, la gestion des limitations de vitesse, l'amélioration du comportement des usagers de la route, la formalisation des opérations de transport commercial et le renforcement de la formation des conducteurs, de la professionnalisation et des exigences en matière de permis de conduire.
- L'importance d'une collaboration multidimensionnelle (entre les nations, entre les agences nationales, régionales et internationales, entre les agences des Nations unies) pour garantir la mise en œuvre et l'application effectives des cadres juridiques.



LISTE DES ORATEURS

Modérateur : Dmitry Mariyasin, Secrétaire exécutif adjoint, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (UNECE)



Introduction du pannel : Luciana Lorio, Affaires réglementaires internationales, Ministère des infrastructures et des transports, Italie



Walter Nissler, ministère fédéral de l'action pour le climat, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie, Autriche



Alejandra Cruz Ross, spécialiste des transports, Organisation internationale du travail



Luis Octavio Miranda, conseiller au département de la circulation de l'État du Pará - DETRAN/PA, Brésil



Placide Badji, Chargé des affaires économiques
Commission économique pour l'Afrique



Takashi Naono, directeur de la sécurité, Bureau des transports routiers, ministère de l'aménagement du territoire, des infrastructures, des transports et du tourisme, Japon



Simon Caduff, chef de la circulation routière internationale
Office fédéral des routes Suisse



Hicham Mellati, directeur des affaires pénales et des grâces,
ministère de la justice, Maroc

13h45 - 15h00	Déjeuner	
	Événement Parallèle : Futur de la Sécurité Routière- Karam 1 Vers Zéro Mortalité.	Karam 1
	Événement Parallèle : Manuel technique sur la politique de la sécurité routière (Organisation mondiale de la santé/ UNPOL)	Karam 2
	Événement Parallèle : Institue des jeunes conducteurs Karam 3 (Républic tchèque)	Karam 3

15h00 - 16h15

Session plénière 2 : Soutenir les Gouvernements : Pistes pour le Financement durable de la Sécurité Routière.

Modérateur : Melinda Crane

Orateur d'ouverture : Lilian Greenwood, ministre de l'avenir des routes, Royaume-Uni

Discutants :

- **Margarida Blasco**, ministre de l'intérieur, Portugal
- **Devendra Dahal**, ministre des infrastructures physiques et des transports,
- **Martin Kupka**, ministre des transports, République tchèque
- **Fauzi Lakja**, ministre du budget, Maroc
- **Tatiana Molcean**, secrétaire exécutive, Commission économique pour l' des Nations unies

Conférencier de clôture :

Auditorium ministériel

SESSION PLÉNIÈRE 2

Titre de la session : Les voies d'un financement durable de la sécurité routière

Cette session fournira des informations clés sur la manière dont les gouvernements peuvent relever les défis financiers de la sécurité routière, en identifiant des stratégies innovantes pour débloquer de nouvelles sources de financement et garantir des investissements à long terme. Elle explorera la manière dont la sécurité routière peut être intégrée dans des programmes politiques plus larges, en veillant à ce qu'elle devienne une priorité durable dans différents secteurs. Grâce à l'examen de modèles réussis et de partenariats, la session proposera des approches pratiques pour surmonter les obstacles financiers et obtenir des améliorations durables en matière de sécurité routière dans le monde entier.

Description de la session :

La sécurité routière durable nécessite un financement fiable et à long terme. Cependant, l'obtention d'un financement reste un défi complexe, en particulier lorsque les améliorations de la sécurité routière dépendent souvent d'investissements réalisés dans d'autres secteurs. Les politiques visant à réduire la congestion, à améliorer la qualité de l'air et à renforcer la mobilité urbaine peuvent générer des avantages significatifs et involontaires en matière de sécurité routière. Pourtant, la sécurité routière est souvent éclipsée par des priorités nationales concurrentes telles que le développement des infrastructures, la résilience climatique et la santé publique.

Ce panel se concentrera sur la manière dont les gouvernements peuvent assurer et maintenir le financement de la sécurité routière dans un paysage de plus en plus complexe. Il explorera les stratégies pour donner la priorité à la sécurité routière dans les budgets nationaux, mobiliser les ressources de divers secteurs et tirer parti de mécanismes financiers novateurs. La session soulignera également l'importance de la collaboration intersectorielle, notamment avec les ministères de la santé, de l'urbanisme et de l'environnement, afin d'intégrer la sécurité routière dans des stratégies de développement plus larges.

Thèmes clés

- **Naviguer entre des priorités financières concurrentes :** Comment donner la priorité à la sécurité routière dans les budgets nationaux, en particulier lorsqu'elle est en concurrence avec d'autres besoins urgents tels que le développement des infrastructures, la santé publique et l'atténuation du changement climatique ?
- **Assurer le financement par des investissements intersectoriels :** Comment le financement de la sécurité routière peut-il être aligné sur les investissements dans d'autres secteurs (par exemple, la résilience climatique, le transport durable et la santé publique) afin de générer des avantages et des ressources partagés ?
- **Mécanismes financiers innovants pour la sécurité routière :** Quels nouveaux modèles financiers, tels que les partenariats public-privé ou les mécanismes de financement internationaux, peuvent être explorés pour assurer un financement durable des initiatives de sécurité routière ?
- **Intégrer la sécurité routière dans des objectifs politiques plus larges :** Comment les ministères des transports, des finances et d'autres ministères peuvent-ils collaborer pour garantir l'intégration de la sécurité routière dans les politiques nationales visant le développement durable, la planification urbaine et la résilience climatique ?
- **Assurer un accès équitable aux investissements dans la sécurité routière :** Comment le financement de la sécurité routière peut-il répondre aux besoins des communautés mal desservies et vulnérables, en particulier dans les zones rurales et à faibles revenus, afin de garantir un accès équitable à des routes et des infrastructures plus sûres ?

LISTE DES ORATEURS



Lilian Rachel Greenwood est ministre de l'avenir des routes au Royaume-Uni.

Elle est une femme politique britannique du Parti travailliste qui est membre du Parlement (MP) pour Nottingham South depuis 2010, et sous-secrétaire d'État parlementaire pour l'avenir des routes depuis juillet 2024.

Ancienne responsable syndicale, elle a été secrétaire d'État aux transports dans le cabinet fantôme de Jeremy Corbyn de 2015 jusqu'à sa démission en 2016, et ministre fantôme des transports sous le chef de l'opposition Ed Miliband de 2011 à 2015. Sur les bancs de l'opposition, Mme Greenwood a présidé la commission spéciale des transports de 2017 à 2020 et la commission des finances de la Chambre des communes de 2020 à 2021. Elle a occupé le poste de whip en chef adjoint de l'opposition à la Chambre des communes entre 2021 et 2023, et celui de ministre fantôme des arts, du patrimoine et de la société civile de 2023 à 2024.



Maria Margarida Blasco Martins Augusto est ministre de l'intérieur du Portugal.

est une juge et une femme politique portugaise. Elle est ministre de l'Administration intérieure depuis 2024, dans le XXIV^e gouvernement constitutionnel, dirigé par Luís Montenegro.

Entre 1987 et 1991, elle est chef de cabinet du secrétaire d'État adjoint au ministre de la justice. Entre 2019 et 2021, elle est membre de la Cour suprême de justice et prend sa retraite en 2021. Elle a été directrice générale du Service d'information de sécurité, première femme à occuper cette fonction, entre 2004 et 2005 et inspectrice générale de l'administration intérieure (IGAI) entre 2012 et 2019.



Devendra Dahal est le ministre des infrastructures physiques et des transports du Népal.

Homme politique népalais, appartenant au CPN (marxiste-léniniste unifié) actuellement ministre des Infrastructures physiques et des Transports du Népal depuis le 15 juillet 2024. Il est actuellement membre du Parlement fédéral au Rastriya Sabha, la chambre haute du Parlement népalais, représentant la province de Koshi, il a été élu lors de l'élection de l'Assemblée nationale népalaise de 2020. Dahal a été élu chef du parti parlementaire du CPN (UML) au Rastriya Sabha.



Martin Kupka est le ministre des transports de la République tchèque.

Il est un homme politique tchèque, membre de la Chambre des députés (MP) depuis 2017.

Il est actuellement ministre des transports dans le cabinet de Petr Fiala et a été maire de Líbeznice.



Fouzi Lekjaa, ministre du budget, Maroc

Haut fonctionnaire, dirigeant sportif et homme politique marocain, il a exercé ses talents de footballeur en tant que dirigeant du club RS Berkane. Il est président de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) depuis 2014. Il a également atteint de hauts niveaux de responsabilité en tant que deuxième vice-président de la Confédération africaine de football (CAF).

Depuis sa nomination en 2017, il supervise la gestion du Complexe Mohammed VI de football. En 2022, il est à nouveau désigné pour présider la Commission chargée de la candidature conjointe du Maroc, de l'Espagne et du Portugal à l'organisation de la Coupe du monde 2030. En 2021, il est élu au Conseil International de la FIFA lors de la 43ème Assemblée Générale Ordinaire et Elective (AGO) de la CAF. Il est également président de la commission des finances de la CAF et vice-président de la commission de la CAF chargée d'organiser les compétitions de clubs et de gérer le système de licence des clubs. Sur le plan politique, il est depuis 2021 ministre délégué au budget dans le gouvernement d'Aziz Akhannouch.



Tatiana Molcean, secrétaire exécutive, Commission économique pour l'Europe des Nations unies

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a annoncé le 26 juillet 2023 la nomination de Tatiana Molcean, de Moldavie, comme prochaine Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE). Elle succédera à Olga Algayerova, de Slovaquie, à qui le Secrétaire général est reconnaissant pour son engagement et ses services dévoués à l'Organisation.

Mme Molcean apporte à ce poste vingt ans d'expérience dans le secteur public, une vaste expérience de la coopération internationale et du développement, ainsi qu'une connaissance et une expertise approfondies de l'ensemble des membres de la CEE. Elle est actuellement la représentante permanente de la République de Moldavie auprès de l'Office des Nations Unies, de l'Organisation mondiale du commerce et d'autres organisations internationales à Genève.

Elle a été secrétaire d'État et vice-ministre de la coopération multilatérale et bilatérale au ministère des affaires étrangères et de l'intégration européenne (2017-2020), directrice générale adjointe de l'intégration européenne et chef de la division de la coopération économique et sectorielle avec l'Union européenne (2012-2017) et chef de la division de la coopération économique et de la coordination sectorielle à la direction générale de l'intégration européenne (2004-2008). Diplomate de carrière, elle a également été chargée d'affaires à l'ambassade de la République de Moldavie en Suède (2008-2011).

Mme Molcean est titulaire d'une maîtrise en droit de la faculté de droit international de l'université d'État de Moldavie et a suivi le programme de diplomatie

multilatérale de l'Institut de hautes études de Genève, en Suisse.



Guangzhe Chen, vice-président pour les infrastructures, Banque mondiale

De nationalité chinoise, il est vice-président de la Banque mondiale chargé des infrastructures depuis le 1er février 2023.

À ce titre, il dirige les efforts mondiaux de la Banque pour construire des infrastructures durables dans les économies en développement et émergentes et soutient les priorités stratégiques du Groupe de la Banque mondiale, telles que le plan d'action sur le changement climatique et les efforts de mobilisation et d'habilitation des capitaux privés. Il supervise le travail de la Banque dans les secteurs de l'énergie et des transports, le développement numérique et les efforts visant à fournir un accès aux énergies renouvelables, aux transports à faible émission de carbone, à la connectivité numérique et à des services d'infrastructure de qualité aux communautés par le biais de partenariats public-privé. Les infrastructures représentent environ 72 milliards de dollars du portefeuille de la Banque.

16h15 - 17h30

Session plénière 3 : Focus sur la sécurité routière en Afrique

Modérateur : Tumelo Mothotoane

Orateur d'ouverture : Alemu Sime Feyisa,
ministre des transports et de la logistique,
Éthiopie

Discutants :

- Abdallah Hamis Ulega, ministre des travaux publics, Tanzanie
- Jean Ernest Masséna Ngallé, ministre des transports, Cameroun
- Davis ChirChir, secrétaire de cabinet, ministère des transports, Kenya
- Paulo Augusto Costa Rocha, ministre de l'intérieur, Capo
- Maged Mohamed Abelhamid, vice-ministre égyptien des transports
- Simon Mijok, ministre des routes et des ponts, Sud-Soudan
- Awa Sarr, Présidente, Alliance Franco-phone Sécurité Routière

Orateur de clôture :

Amani Abou Zeid, commissaire à l'infrastructure et à l'énergie, Union africaine

Auditorium ministériel

SESSION PLÉNIÈRE 3

Titre de la session : Focus sur l'Afrique : Relever les défis et les opportunités en matière de sécurité routière dans le contexte africain

Cette session fournira des informations utiles sur la manière dont les pays africains peuvent relever leurs défis spécifiques en matière de sécurité routière tout en alignant ces efforts sur des objectifs de développement plus larges. Elle explorera les stratégies d'intégration de la sécurité routière dans les plans de développement nationaux, en veillant à ce que la sécurité routière devienne un pilier essentiel de la croissance durable. En mettant l'accent sur la construction de systèmes résilients et à long terme et en encourageant la collaboration intersectorielle, la session mettra en évidence les mesures pratiques que les nations africaines peuvent prendre pour créer des environnements routiers plus sûrs et réaliser des améliorations durables pour l'avenir.

Description de la session :

L'Afrique est confrontée à des défis uniques en matière de sécurité routière, en raison de l'urbanisation rapide, des systèmes de transport informels et de l'augmentation du nombre de véhicules. Toutefois, le continent a également la possibilité de relever ces défis grâce à des solutions adaptées qui ne suivent pas nécessairement les modèles de développement d'autres pays. En considérant l'intersection de la sécurité routière avec des questions plus larges telles que le changement climatique et la mobilité urbaine, les nations africaines peuvent favoriser des solutions durables à la fois pour la sécurité routière et le développement.

Cette session explorera comment les gouvernements africains peuvent intégrer la sécurité routière dans les stratégies de développement national, en tenant compte des influences locales et externes. Des facteurs externes tels que l'importation de véhicules d'occasion (), les acteurs du développement mondial et l'implication du secteur privé peuvent créer à la fois des défis et des opportunités pour l'amélioration de la sécurité routière. En outre, le changement climatique et la promotion d'options de transport durable, comme le transport public et le transport non motorisé, présentent à la fois des opportunités et des risques pour la sécurité routière à travers le continent.

À travers cette discussion, la session mettra l'accent sur la façon dont les pays africains peuvent adapter les stratégies globales de sécurité routière au contexte unique du continent, tirer parti de la coopération régionale et assurer le financement d'améliorations durables de la sécurité routière.

Thèmes clés

- Relever les défis de la sécurité routière en Afrique : Explorer comment l'urbanisation rapide, le transport informel et les limitations de l'infrastructure ont un impact sur la sécurité routière, et comment les gouvernements peuvent relever ces défis avec des solutions adaptées au niveau local.
- Adapter les modèles de développement : Comment les pays africains peuvent-ils concilier les besoins en matière de sécurité routière avec les défis du changement climatique et de la mobilité urbaine, sans reproduire les modèles de développement d'autres pays.
- Influences externes sur la sécurité routière : L'impact de l'importation de véhicules d'occasion, l'implication du secteur privé et l'influence des acteurs du développement mondial sur la sécurité routière, et les stratégies pour atténuer ces impacts. En outre, l'essor des secteurs de transport informels et l'évolution des politiques environnementales mondiales, comme la promotion des transports en commun et des transports non motorisés, créent de nouvelles opportunités et de nouveaux risques pour la sécurité routière.

- Coopération régionale pour la sécurité routière : Opportunités pour les nations africaines de collaborer, de partager des connaissances et de créer des solutions collectives pour la sécurité routière sur le continent.
- Financement de la sécurité routière en Afrique : modèles de financement innovants tels que les partenariats public-privé ou les initiatives de financement régionales pour garantir des investissements durables dans la sécurité routière.

LISTE DES ORATEURS



Alemu Sime Feyisa, ministre des transports et de la logistique, Éthiopie

Homme politique éthiopien, ministre des Transports et de la Logistique depuis janvier 2023. Alemu a été directeur adjoint de la Metals and Engineering Corporation (METEC) à partir de 2019.

Alemu est actuellement membre du Parti de la prospérité et précédemment du Parti démocratique oromo (ODPO). Abdallah Hamis Ulega, ministre des travaux publics, Tanzanie

Il est un homme politique tanzanien, membre du parti politique Chama Cha Mapinduzi.

Il a été élu député représentant Mkuranga en 2015. Ulega était vice-ministre de l'élevage et de la pêche et a été promu ministre en février 2023. Jean Ernest Masséna Ngallé est le ministre des Transports du Cameroun.



Jean Ernest Masséna Ngallé a parcouru un long chemin depuis sa sortie de l'Université de Paris X en 1986. Deux ans plus tard, il obtient une licence en sciences économiques, spécialité économie d'entreprise. En 1989, il obtient une maîtrise en sciences économiques, spécialité économie d'entreprise, également à l'université Paris X. Né à Yaoundé le 9 mars 1962, il obtient le diplôme d'études supérieures spécialisées (Dess) en banque et finance, le diplôme d'études approfondies (Dea) en économie et le diplôme d'études comptables et financières (Decf), respectivement en 1990, 1991 et 1994. Entre-temps, ce natif de la Sanaga-Maritime avait déjà entamé sa carrière professionnelle, d'abord comme analyste financier stagiaire au Centre national des caisses d'épargne de prévoyance (Cencep) France, de juin à septembre 1988.

M. Davis Chirchir est secrétaire de cabinet au ministère des transports du Kenya.



Il a été nommé secrétaire de cabinet au ministère des routes et des transports le 8 août 2024 par S.E. le président William Samoei Ruto. Il a été directeur général de la Kenya Posts and Telecommunications Corporation (KPTC), où il a coordonné la restructuration de la KPTC pour créer Telkom Kenya, la Communications Commission of Kenya, la Postal Corporation of Kenya et le fonds de pension du personnel.

Il a également coordonné la privatisation de Telkom Kenya et la libéralisation de l'industrie des télécommunications, ce qui a donné lieu à la révolution de la téléphonie mobile au Kenya, avec l'émergence d'acteurs du secteur tels que Safaricom. M. Chirchir a été commissaire à la Commission électorale indépendante intérimaire (IIEC), où il a dirigé l'introduction et l'application des technologies de l'information et des initiatives de réforme en matière d'enregistrement des électeurs et de gestion des résultats des élections, rétablissant ainsi la confiance dans la gestion du processus électoral dans le pays. Avant sa nomination, M. Chirchir était secrétaire de cabinet au ministère de l'énergie et du pétrole. M. Chirchir est titulaire d'un master en gestion internationale de la Royal Holloway School of Management de l'université de Londres. Il est également titulaire d'un diplôme de troisième cycle en ingénierie du télétrafic et d'une licence en informatique et en physique de l'université de Nairobi.



Paulo Augusto Costa Rocha est le ministre de l'intérieur du Cap-Vert.

Il est diplômé en droit et sa carrière professionnelle a été liée aux enquêtes, à la lutte contre le crime organisé, à la corruption et à la sécurité nationale.

Il a été directeur général du service de renseignement de la République, directeur national adjoint de la police judiciaire, directeur du département des enquêtes criminelles de la police judiciaire à Sal, directeur du laboratoire de police scientifique de la police judiciaire du Cap-Vert et chef de la section d'enquête sur les délits contre les biens et autres.

Au cours de la 9^e législature, il a été ministre de l'intérieur.



Simon Mijok Majak est le ministre des routes et des ponts du Sud-Soudan.

Il est un homme politique sud-soudanais et le ministre des routes et des ponts depuis 2022.

Durant son règne en tant que ministre, il y a eu quelques réalisations et défis auxquels il a été confronté ... Le pont de la liberté, long de 3,6 kilomètres, et le défi de l'autoroute Juba - Wau, longue de 400 kilomètres et d'une valeur de 700 millions de dollars, qui a été emportée par les pluies



Ndèye Awa Sarr, Présidente, Alliance Francophone Sécurité Routière Ndèye Awa Sarr est membre fondateur et actuelle présidente de LASER International, une organisation non gouvernementale (ONG) de sécurité routière qui vise à promouvoir une meilleure compréhension de la sécurité routière et à aider au développement de stratégies, de politiques et de programmes de sécurité routière au Sénégal et dans les pays environnants.

Depuis 1998, Mme Sarr est un fervent défenseur de la sécurité routière. Par l'intermédiaire de LASER International, elle a encouragé le Sénégal à devenir signataire de la Déclaration de Moscou, élaborée lors de la première Conférence ministérielle mondiale sur la sécurité routière à Moscou, et a joué un rôle de premier plan dans le lancement de la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020 au Sénégal. Elle a fait des présentations lors de plusieurs conférences et réunions sur la sécurité routière dans le monde entier, notamment aux Centers for Disease Control, à la Fédération routière internationale, aux Journées francophones de la sécurité routière en France, aux événements Jacques Cartier sur la sécurité routière, à Prevention Routiere International, au Comité national pour la prévention des accidents au Maroc, à la première conférence ministérielle mondiale sur la sécurité routière à Moscou et à la deuxième conférence mondiale de haut niveau sur la sécurité routière à Brasilia. En outre, elle a organisé cinq forums régionaux sur la sécurité routière en Afrique de l'Ouest depuis 2007.

Mme Sarr a été un partisan actif de l'Alliance mondiale des ONG pour la sécurité routière depuis le tout début et siège actuellement au conseil d'administration de l'Alliance.

Mme Sarr est diplômée en ingénierie des transports de l'Université de Paris. Depuis 2007, elle est chef de la communication de l'Agence nationale de construction routière au Sénégal, poste qu'elle occupe toujours.

17h30 - 18h00	Engagements Modérateur : Tumelo Mothotoa	Auditorium ministériel
19h00 - 21h00	Réception de gala	

Titre de la session : Engagements pour accélérer les progrès

Description de la session

Les engagements formels constituent un élément nouveau et essentiel de cette quatrième conférence ministérielle mondiale. Chaque gouvernement ainsi que d'autres acteurs majeurs - organisations internationales, groupes de la société civile, fondations et entreprises privées - auront la possibilité de prendre un engagement formel décrivant comment ils prévoient d'accélérer les progrès pour atteindre l'objectif de la Décennie d'action pour la sécurité routière 2021-2030, à savoir réduire de 50 % le nombre de morts et de blessés sur les routes d'ici à 2030.

Sur la base du Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2021-2030 et des objectifs de performance de la sécurité routière mondiale convenus précédemment, les engagements pourraient inclure, par exemple, de nouvelles politiques ou législations en matière de sécurité routière, des améliorations de l'infrastructure routière ou de la réglementation des véhicules, un renforcement des soins de trauma-

tologie ou des systèmes de collecte de données, ainsi qu'un financement supplémentaire. Idéalement, les engagements seront SMART : spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps. Les délégués disposeront d'une à deux minutes pour présenter leurs engagements, qui seront également publiés dans les actes de la conférence.

En ce qui concerne l'élaboration des engagements nationaux en particulier, les gouvernements sont invités à s'engager avec les ministères concernés ainsi qu'avec d'autres parties prenantes dans le pays afin de définir les engagements qui peuvent être pris pour accélérer les progrès. La possibilité pour les chefs de délégations gouvernementales de présenter leurs engagements nationaux lors de la quatrième conférence ministérielle mondiale sera incluse dans le programme officiel.

19 février 2025

TEMPS	ÉVÉNEMENT	LIEU
07h15 - 08h45	Inscription	
07h30 - 08h45	Événements parallèles	
	Rapport régional de l'OMS-SSATP sur la sécurité routière en Afrique	Karam 1
	Données sur les blessures graves (OMS/FIT)	Karam 2
	Solutions en matière de sécurité routière dans les pays à faible revenu (Inde)	Karam 3
	Groupe consultatif technique de l'OMS sur la sécurité des conducteurs de véhicules à moteur	Karam 4
	Casques : réalités et solutions (ONG de l'Alliance mondiale)	Karam 5
09h00 - 10h15	<p>Session plénière 4 : Engagement du secteur privé</p> <p>Modérateur : Tumelo Mothoane</p> <p>Orateur d'ouverture : Young-Tae Kim, Secrétaire général, Forum international des transports</p> <p>Discutants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Juan Carlos Muñoz, ministre des transports, Chili • Hideaki Takaishi, ingénieur en chef exécutif, Honda Motor • Sarah Rhoads, Vice-présidente, Santé et sécurité au travail au niveau mondial, Amazon • Kristin Smith, responsable de la politique mondiale de sécurité routière, Uber • Matthias de Larminat, Chief Executive Officer, Vivo Energy • Bachir Baddou, Directeur général, Compagnie Assurances Transport • Fabrice Cambolive, directeur général de la marque Renault • Eduardo Mayoral, directeur de la sécurité 	Auditorium ministériel

SESSION PLÉNIÈRE 4

Titre de la session : Engagement du secteur privé : Contribuer à la sécurité des transports et de la mobilité

Cette session sera l'occasion de discuter de la manière dont le secteur privé peut transformer les engagements en matière de sécurité routière en résultats concrets et efficaces. En se concentrant sur la mise en œuvre pratique, le panel abordera les défis liés à la sécurisation des ressources, à la garantie d'une coordination efficace et à l'établissement de mécanismes de responsabilité. Les participants examineront comment le secteur privé, à travers ses produits, ses services et ses investissements, peut contribuer activement à des environnements routiers plus sûrs. La discussion donnera des indications sur la manière de surmonter les obstacles à l'implication du secteur privé et d'encourager les collaborations qui traduisent les engagements politiques en solutions tangibles pour l'amélioration de la sécurité routière.

Description de la session :

Le secteur privé joue un rôle important dans la contribution à la sécurité routière, à la fois directement par les pratiques opérationnelles et indirectement par les investissements, les produits et les services qui influencent les systèmes de transport et de mobilité. Ce panel examinera comment les entreprises peuvent intégrer la sécurité routière dans leurs modèles économiques en améliorant leurs opérations, en gérant la santé et la sécurité au travail et en développant des produits innovants qui contribuent à une mobilité plus sûre. L'influence du secteur privé s'étend au-delà des pratiques internes pour inclure son impact sur les chaînes d'approvisionnement, le développement technologique et le paysage de la mobilité au sens large.

Les panélistes discuteront du rôle direct du secteur privé dans l'amélioration de la sécurité routière à travers la gestion de la flotte, les pratiques d'approvisionnement et les opérations logistiques. Ils examineront également comment les entreprises peuvent innover pour développer de nouvelles technologies - telles que les véhicules autonomes et les solutions de gestion intelligente du trafic - qui améliorent la sécurité pour tous les usagers de la route. En outre, le panel examinera comment les entreprises peuvent contribuer indirectement à la sécurité routière grâce à leurs investissements dans des infrastructures plus sûres, leurs partenariats avec les gouvernements et leur leadership dans la création de meilleures pratiques à l'échelle de l'industrie.

L'accent sera mis sur la manière dont le secteur privé peut mesurer, suivre et rendre compte des performances en matière de sécurité routière. La transparence des rapports permet de fixer des normes industrielles, de responsabiliser les acteurs et d'encourager l'adoption de pratiques de sécurité dans l'ensemble des secteurs d'activité. En discutant de ces questions clés, le panel démontrera comment l'engagement du secteur privé fait partie intégrante de la mise en place de systèmes de transport et de mobilité plus sûrs et plus durables à l'échelle mondiale.

Thèmes clés

Intégrer la sécurité routière dans les opérations du secteur privé : Comment les entreprises peuvent intégrer la sécurité routière dans leurs fonctions principales, y compris la gestion du parc automobile, la logistique et les pratiques d'approvisionnement, afin de créer des environnements de transport plus sûrs.

L'innovation au service de la sécurité routière : Le rôle de l'innovation du secteur privé dans le développement de produits et de services qui améliorent la sécurité routière, tels que les véhicules autonomes, les systèmes de transport intelligents et les solutions de mobilité intelligente.

Investissements du secteur privé dans la mobilité sûre : Le rôle des investissements du secteur privé dans les technologies, les infrastructures et les produits de sécurité routière qui contribuent à rendre le transport et la mobilité plus sûrs. Comment les entreprises peuvent-elles donner la priorité à la sécurité lorsqu'elles développent de nouvelles technologies ou de nouveaux services de mobilité.

Créer un écosystème de sécurité : L'importance de créer un écosystème comprenant des régulateurs, des gouvernements et des acteurs du secteur privé travaillant ensemble pour promouvoir la sécurité routière. Cela implique de fixer des normes, de partager les connaissances et de favoriser la collaboration entre les secteurs.

Façonner une culture de la sécurité : L'impact du leadership du secteur privé sur la création d'une culture de la sécurité dans toutes les industries. Comment les entreprises peuvent-elles influencer les normes sociétales plus larges en matière de sécurité routière par le biais de leurs pratiques commerciales et de leurs produits ?

Rapport sur les performances en matière de sécurité routière : Le rôle de la transparence dans la sécurité routière, la manière dont les entreprises du secteur privé peuvent suivre, mesurer et rendre compte de leurs performances en matière de sécurité routière, et la raison pour laquelle cela est crucial pour établir des normes industrielles et améliorer la sécurité dans tous les secteurs.

LISTE DES ORATEURS



Young-Tae Kim, Secrétaire général, Forum international des transports

Élu par les ministres des transports des pays membres de l'ITF en 2017, il a été confirmé pour un second mandat de cinq ans en 2022. Sous la direction du Secrétaire général Kim, l'ITF est passé de 59 à 69 pays membres et est devenu une organisation véritablement mondiale, présente sur les cinq continents. Il a renforcé le rôle de l'ITF en tant que rassembleur des responsables de la politique des transports et plateforme mondiale de dialogue pour de meilleurs transports, notamment en établissant des dialogues régionaux de haut niveau sur les transports pour l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe, qui complètent le Sommet de l'ITF, le premier événement mondial en matière de politique des transports et le plus grand rassemblement de ministres des transports.

Avant de devenir Secrétaire général de l'ITF, M. Kim s'est distingué dans la fonction publique de son pays natal, la Corée, en tant que Directeur général du ministère du Territoire, des Infrastructures et des Transports (MOLIT). En tant que Directeur général adjoint depuis 2015, il était responsable de la coordination de diverses politiques de transport, notamment pour les véhicules autonomes, la réduction des gaz à effet de serre, le transport urbain, les systèmes de transport intelligents et la sécurité routière, entre autres.



Juan Carlos Muñoz est le ministre des transports du Chili. Il est l'auteur du livre *Bus Rapid Transit and the Restructuring of Public Transit* (2016) et a publié de nombreux articles dans des revues nationales et internationales sur les questions de mobilité et de transport. En tant que conseiller et membre du conseil d'administration d'entreprises publiques, il a également co-généré des initiatives ayant un impact important sur les systèmes de transport, comme les services express du métro, la porte de quai de la station Tobalaba ou les améliorations opérationnelles du système d'autobus de Santiago. Il est reconnu comme un expert international et est le seul latino-américain à siéger au conseil scientifique de l'ISTTT et de la CASPT, dont il a été nommé président. Il a reçu de nombreux prix pour la qualité de son enseignement, de sa recherche et de son innovation.



Hideaki Takaishi, ingénieur en chef exécutif, Honda Motor. Il est actuellement vice-président adjoint de la division de planification de la sécurité, de l'unité de planification d'entreprise, des opérations de stratégie d'entreprise de Honda Motor Co. Ltd. et, parallèlement, chef du domaine de recherche sur la sécurité et les facteurs humains au centre d'excellence de la recherche innovante de Honda R&D Co. Ltd. Dans ses fonctions actuelles, Hideaki Takaishi est chargé de la stratégie mondiale de Honda en matière de sécurité afin d'atteindre l'objectif mondial de zéro décès dû à une collision routière en 2050, annoncé en 2021.



Sarah Rhoads, Vice-présidente, Santé et sécurité au travail au niveau mondial, Amazon. Sarah Rhoads est directrice d'Amazon Air et ancienne pilote de chasse F/A-18 dans la marine américaine.

Ayant grandi dans le Montana, Mme Rhoads a été inspirée par l'aviation après avoir assisté à un spectacle aérien à l'âge de 7 ans. Elle a poursuivi ses études à l'Académie navale des États-Unis, où elle a obtenu un diplôme en génie mécanique. Après avoir obtenu son diplôme, elle a servi en service actif pendant 12 ans. Sarah a été la première femme aviateur dans l'histoire de l'escadron VFA-41 Black Aces.

Mme Rhoads a commencé à travailler chez Amazon en 2011 en tant que responsable des opérations. Elle est ensuite devenue directrice principale des opérations, directrice générale, directrice régionale des opérations et directrice des opérations aériennes. Au cours de son parcours chez Amazon, Sarah a voyagé du Kentucky au Texas, en passant par le Royaume-Uni et Seattle, où elle réside actuellement.



Kristin Smith, responsable de la politique mondiale de sécurité routière, Uber. Kristin Smith est responsable de la politique mondiale de sécurité routière chez Uber. Elle dirige les efforts de prévention de la conduite en état d'ébriété de l'entreprise qui montrent le rôle direct d'Uber dans la réduction des incidents et le sauvetage de vies.

Au cours de son mandat chez Uber, Kristin a intégré l'approche Safe System dans les efforts mondiaux de sécurité routière, a soutenu les initiatives Vision Zéro et a

donné la priorité à la sécurité des usagers vulnérables de la route. Avec des opérations dans 70 pays, le leadership de Kristin a un impact sur la sécurité routière dans le monde entier. Expérimentée en matière de politique des transports dans les secteurs public, privé et associatif, Kristin apporte une perspective à multiples facettes à son travail et comprend que la résolution de la crise sur nos routes nécessite une large coalition de parties prenantes.

Son profond engagement en faveur de la sécurité routière est profondément ancré dans une tragédie personnelle, son père ayant été tué par un conducteur en état d'ébriété en 2015. Cette expérience n'alimente pas seulement son dévouement personnel, mais façonne également sa mission professionnelle visant à mettre fin à la conduite en état d'ébriété et à assurer la sécurité de tous les usagers de la route.



Bachir Baddou, Directeur général, Compagnie Assurances Transport Bachir Baddou, vice-président adjoint de la Fédération marocaine des assurances (FMA), a été nommé vice-président de la Fédération mondiale des associations d'assurance (GFIA). B. Baddou a rejoint le GFIA en 2016 en tant que membre du comité exécutif.



Fabrice Cambolive, Directeur général de la marque Renault Il a rejoint le groupe Renault en 1992 et a occupé pendant vingt ans divers postes dans la vente et le marketing internationaux en Espagne, en Suisse, en France, en Allemagne et en Roumanie.

Sa carrière internationale s'est poursuivie en 2011 avec sa nomination en tant que directeur des ventes et du marketing pour la région Eurasie et Renault Russie. En 2015, il a été nommé directeur général de Renault do Brasil. En 2017, il est promu directeur des opérations pour la région Afrique, Moyen-Orient, Asie et Pacifique. En 2021, il devient directeur des ventes et des opérations de la marque Renault, en charge du déploiement de la stratégie Renaultion sur l'ensemble des marchés et de la transformation du business model de la marque. En mai 2022, Fabrice Cambolive est nommé COO de la marque Renault.



Eduardo Mayoral, directeur de la sécurité, ALSA Transport, Espagne Eduardo Mayoral a développé sa carrière professionnelle dans divers domaines du service à la clientèle, de la qualité, de l'environnement, de la prévention, de la santé et de la sécurité dans de grandes entreprises et des environnements multinationaux. À ALSA (appartenant à la multinationale MOBICO), il a dirigé les départements du service à la clientèle, de l'environnement et de la qualité. Il dirige actuellement le service de sécurité et de qualité dans les activités d'ALSA en Espagne, au Maroc, en Suisse et au Portugal.

<p>10h15 - 11h30</p>	<p>Session plénière 5 : Panel des maires</p> <p>Modérateur : Melinda Crane</p> <p>Introduction du panel: Anh-Thu Duong, Directeur, Global Cities Hub</p> <p>Discutants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fatima Zahra Mansouri Maire de Marrakech • Ydanis Rodríguez, commissaire aux transports, ville de New York • Anne Hidalgo, maire de • Sumaya Alneyadi, responsable de la sécurité routière, Centre de transport intégré, Abu Dhabi • Blanca Lopez, vice-maire de • Saul Billingsley, Directeur exécutif, FIA 	<p>Auditorium ministériel</p>
----------------------	--	-------------------------------

SESSION PLÉNIÈRE 5

Titre de la session : Le rôle des maires dans la sécurité routière : Façonner une mobilité urbaine plus sûre et durable

Cette session sera l'occasion d'entendre directement les maires parler de leurs expériences et de leurs stratégies d'intégration de la sécurité routière dans la planification urbaine. Elle mettra l'accent sur le rôle essentiel du leadership local dans la création de villes plus sûres et plus durables en soulignant les solutions innovantes et les défis rencontrés au niveau municipal. La session explorera comment les maires peuvent tirer parti de leur autorité pour conduire des changements politiques, promouvoir l'engagement de la communauté et mettre en œuvre des améliorations de l'infrastructure qui contribuent à une mobilité urbaine plus sûre pour tous.

Description de la session : Les maires jouent un rôle essentiel dans la création d'environnements urbains plus sûrs, où se produit la majorité des accidents mortels liés à la route. En tant que décideurs clés, ils influencent la planification urbaine, les infrastructures de transport et les cadres réglementaires qui affectent directement la sécurité routière. Cette session explorera comment les maires peuvent montrer la voie en faisant progresser la sécurité routière au niveau local, en mettant l'accent sur le développement urbain, le transport durable et la collaboration intersectorielle.

Les politiques municipales ont souvent un impact significatif sur les résultats en matière de sécurité routière, qu'il s'agisse de concevoir des rues plus sûres ou d'investir dans les transports publics et les infrastructures cyclables. Les maires sont particulièrement bien placés pour donner la priorité à la sécurité routière dans le cadre de plans de développement urbain plus vastes et pour intégrer les objectifs de sécurité routière dans des initiatives visant à réduire la congestion, à améliorer la qualité de l'air et à favoriser la mobilité durable. La discussion portera également sur les défis liés à l'équilibre entre la croissance urbaine rapide et la nécessité de maintenir des routes sûres pour tous les usagers, ainsi que sur le rôle des gouvernements locaux dans la réalisation des objectifs mondiaux en matière de sécurité routière.

Ce panel soulignera également l'importance de la collaboration entre les maires, les gouvernements nationaux, le secteur privé et les organisations internationales pour créer des environnements urbains plus sûrs et plus résistants.

Thèmes clés :

- Urbanisme et conception pour des rues plus sûres : Comment les politiques d'urbanisme et l'aménagement des rues peuvent contribuer directement à réduire le nombre de blessés et de morts sur les routes.
- Tirer parti des investissements dans les transports publics pour la sécurité routière : Explorer comment les investissements dans les systèmes de transport public, les infrastructures cyclables et les solutions de mobilité alternative peuvent améliorer les résultats en matière de sécurité routière.
- Intégrer la sécurité routière dans des politiques plus larges de développement urbain : La nécessité d'une approche globale du développement urbain qui intègre la sécurité routière en tant que composante essentielle des stratégies de santé, de mobilité et de durabilité.
- Collaboration avec les acteurs nationaux et internationaux : Comment les maires peuvent collaborer avec les gouvernements nationaux, les acteurs du secteur privé et les organisations internationales pour faire avancer les initiatives de sécurité routière au niveau local.

LISTE DES ORATEURS



Anh-Thu Duong, Directeur, Global Cities Hub Avant de rejoindre le Global Cities Hub, Anh Thu a travaillé pendant 15 ans au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), où elle a contribué à l'engagement multilatéral de la Suisse auprès des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Elle possède une grande expertise diplomatique multilatérale et de solides compétences en matière de négociation dans le domaine des droits de l'homme et des affaires humanitaires. Au cours de son mandat au DFAE, elle a été détachée auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de la présidence du Conseil des droits de l'homme. Anh Thu est titulaire d'un Executive Master en droit international des conflits armés de l'Académie de droit international humanitaire et de droits de l'homme de Genève, d'un Master en relations internationales de l'Institut universitaire de hautes études internationales et d'un Master of Arts en politique et relations internationales de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud, en Australie.



Fatima Zahra Mansouri est maire de Marrakech, au Maroc. Elle a été scolarisée dans les écoles françaises de Marrakech. Elle a fait des études de droit en France, influencée par son père dès son plus jeune âge, qui assistait à ses plaidoiries au tribunal. Mme Mansouri a commencé sa carrière comme avocate en fondant un cabinet spécialisé dans les transactions commerciales et immobilières. Elle a été conseillère municipale du Parti de l'authenticité et de la modernité (PAM).



Ydanis Rodríguez, commissaire aux transports, ville de New York, États-Unis Ydanis Rodríguez a été nommé commissaire du département des transports en décembre 2021 par le maire Eric Adams et a pris ses fonctions le 1er janvier 2022. En tant que commissaire du NYC DOT, Rodríguez supervise plus de 5 500 employés, un budget de fonctionnement annuel de 1,4 milliard de dollars et un budget d'investissement décennal de 33 milliards de dollars. M. Rodríguez est le premier Latino et seulement la deuxième personne de couleur à occuper ce poste. Dans l'exercice de ses fonctions, le commissaire Rodríguez a exprimé l'aspiration de travailler, sous la direction du maire Adams, avec le personnel du ministère des transports de New York pour faire de la ville de New York la ville la plus propice aux déplacements à pied et à vélo du pays, une vision qui guidera son action. Il s'efforcera de rassembler le gouvernement, les communautés locales, le secteur privé et le monde universitaire pour faire de cette vision une réalité.



Anne Hidalgo, maire de Paris, France Anne Hidalgo est maire de Paris depuis 2014 - la première femme à occuper cette fonction. Elle a été réélue en 2020 pour un second mandat jusqu'en 2026. Au cours de son mandat, ses politiques ont placé Paris à l'avant-garde de la lutte contre le dérèglement climatique dans les zones urbaines.

Ces politiques comprennent la construction de centaines de kilomètres de pistes cyclables, la transformation des berges de la Seine, désormais exclusivement réservées aux piétons et aux cyclistes, l'interdiction de la circulation dans certaines zones de la capitale les dimanches et les jours fériés («Paris Respire»), le rétablissement de la sécurité de la baignade dans la Seine d'ici 2025, l'intégration du concept de ville de 15 minutes dans la planification urbaine, la végétalisation de Paris par la plantation de 170 000 arbres d'ici la fin de 2026 et sa proposition de transformer les Champs-Élysées par la création de plusieurs jardins le long de la célèbre avenue.

Au cours de son premier mandat, la ville de Paris a remporté la candidature pour l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024, ce qui a permis à Paris d'accélérer encore sa transformation écologique. Pour son leadership exceptionnel en matière de climat, Paris a reçu un prix de l'action climatique des Nations unies lors de la COP26.



Sumaya Alneyadi, responsable de la sécurité routière, Centre de transport intégré, Abu Dhabi, EAU Sumaya est chef de la section sécurité du Centre de transport intégré d'Abu Dhabi. Elle a plus de 10 ans d'expérience dans la conduite d'initiatives de sécurité routière et dirige actuellement le développement de la stratégie Vision Zéro à Abu Dhabi. Elle a travaillé auparavant avec des municipalités et a participé à des audits de sécurité routière pour des dizaines de projets. Elle est membre du comité de sé-

curité technique de l'émirat d'Abu Dhabi et présidente de l'équipe chargée de la sensibilisation, de la formation et de l'éducation en matière de circulation. Elle est également membre associé du Conseil fédéral de la circulation. Elle est titulaire d'un master en gestion de l'ingénierie et d'une licence en génie civil de l'UAEU. Elle prépare actuellement un doctorat en administration des affaires sur le thème des «systèmes sûrs» à l'université Anglia Ruskin au Royaume-Uni.



Blanca Lopez est vice-maire de Guayaquil, en Équateur. Depuis l'âge de quatorze ans, il participe activement à la vie politique en militant au sein du Movimiento Revolución Ciudadana, liste 5, anciennement Movimiento Alianza PAÍS, liste 35. Depuis lors, il a occupé des postes dans les groupes de jeunes du mouvement aux niveaux local, provincial et national. En 2018 et 2019, elle a occupé des postes au niveau local et provincial dans les espaces jeunesse du mouvement, étant nommée coordinatrice jeunesse du district 4 à Guayas21.



Saul Billingsley, Directeur exécutif, Fondation FIAI est administrateur du Programme international d'évaluation des routes (iRAP), une organisation caritative britannique qui milite en faveur d'une conception plus sûre des routes dans le monde entier. Il a siégé au conseil d'administration d'organisations telles que le Fonds mondial pour la sécurité routière de la Banque mondiale, le comité directeur du Fonds des Nations unies pour la sécurité routière, le Partenariat mondial pour la sécurité routière (GRSP), Safe Kids Worldwide et la Fondation britannique pour la sécurité routière. Saul a fondé l'Initiative pour la santé de l'enfant, un partenariat informel d'agences des Nations unies, d'ONG et de fondations qui fait figurer les droits des enfants et des jeunes à l'ordre du jour mondial des transports et de la planification urbaine. En tant que directeur adjoint de la Fondation FIA, il a co-développé et coordonné la campagne «Make Roads Safe», qui a permis de lancer les premiers appels en faveur d'une Décennie d'action des Nations unies pour la sécurité routière. Avant de rejoindre la Fondation FIA lors de son lancement en 2002, Saul a été directeur politique au bureau bruxellois de la FIA, directeur de campagne pour le RAC, et a commencé sa carrière en tant qu'assistant politique pour des membres travaillistes du parlement. Il est diplômé des universités de Newcastle et de Cardiff.

11h30 - 12h00	Pause café/thé	
12h00 - 13h30	Sessions parallèles (groupe 2) :	
	6. Mobiliser les entreprises : Cadre d'évaluation de la sécurité routière pour l'action et le rapport des entreprises	Auditorium ministériel
	7. Des infrastructures routières sûres	Salle de bal royale
	8. Des rues urbaines plus sûres pour la mobilité active et le transport multimodal : Ralentir la vitesse, agir plus vite	Auditorium Ambassador
	9. Surmonter les obstacles à l'efficacité de la police routière et de la gestion de la vitesse	Fes 1
	10. Engagements et responsabilité : Susciter un véritable changement en matière de sécurité routière	Fes 2

Session 6 : Mobiliser les entreprises : Cadre d'évaluation de la sécurité routière pour les actions et les rapports des entreprises

Aperçu de la session :

Cette session discutera de la contribution majeure que les entreprises peuvent apporter à la réduction des traumatismes routiers et examinera comment la sécurité routière devrait être intégrée dans la gestion de l'entreprise et les relations de la chaîne d'approvisionnement. En se concentrant sur la mise en œuvre pratique, le panel soulignera les possibilités d'inciter les entreprises à agir pour améliorer la sécurité routière. L'OMS et l'ITF travaillent avec l'industrie pour établir un cadre de reporting des performances. Ce cadre sera présenté. Les objectifs immédiats sont de promouvoir les meilleures pratiques et de faire de la sécurité routière un élément central de la gestion des entreprises dans le monde entier.

Description de la session :

Le secteur privé a un rôle majeur à jouer dans l'amélioration de la sécurité routière. Le groupe d'experts universitaires pour la 4e Conférence ministérielle mondiale sur la sécurité routière estime que l'activité des entreprises est liée à 400 000 décès sur les routes chaque année, y compris les employés et les tiers impliqués dans les accidents. Et bien sûr, les produits de l'industrie sont impliqués dans les quelque 1,2 million de collisions mortelles qui se produisent chaque année dans le monde. Les accidents de la route sont la principale cause de blessures liées au travail dans les pays développés, représentant 38 % des décès sur le lieu de travail aux États-Unis. Les accidents perturbent également les opérations et entraînent des coûts importants, en raison des retards, des coûts matériels et des frais d'assurance. Les entreprises ont donc tout intérêt à gérer l'exposition des travailleurs aux accidents et à améliorer la sécurité routière dans les communautés qu'elles desservent.

Les grandes entreprises ont mis au point des systèmes de gestion et d'approvisionnement très efficaces pour s'approcher de l'élimination des traumatismes routiers dans leurs activités partout dans le monde, indépendamment de l'environnement réglementaire et de la qualité du réseau routier. Elles étendent leur influence en exigeant que leurs fournisseurs s'efforcent également de minimiser les traumatismes routiers et elles investissent dans l'amélioration de la sécurité de leurs employés lorsqu'ils se rendent au travail. Plus généralement, les industries de nombreuses régions se sont organisées pour partager et certifier une gestion efficace de la sécurité routière. Néanmoins, la prise de conscience et les performances varient considérablement et il existe un potentiel important pour diffuser les meilleures pratiques et s'assurer que la gestion à tous les niveaux donne la priorité à la sécurité routière.

Les panélistes discuteront du rôle direct du secteur des entreprises dans l'amélioration de la sécurité routière par le biais des opérations de l'entreprise, de la gestion du parc automobile, des pratiques d'achat, de la logistique et des relations avec la chaîne d'approvisionnement. L'accent sera mis sur la manière dont la direction peut mesurer et rendre compte des performances en matière de sécurité routière afin de diffuser et d'encourager les meilleures pratiques. Le financement de l'investissement en capital et de l'investissement dans les infrastructures peut être un outil puissant pour stimuler l'amélioration de la sécurité routière. Les entreprises qui atteignent les niveaux d'évaluation les plus élevés se positionneront de manière à être favorisées par les investisseurs et les assureurs, en démontrant à la fois une exposition minimale au risque et une contribution significative aux objectifs sociaux, y compris les objectifs de sécurité routière des

objectifs de développement durable des Nations unies. Les systèmes de notation des investisseurs et des marchés boursiers devraient prendre en compte les résultats de l'évaluation de la sécurité routière des entreprises et des lignes directrices pour le financement social pourraient être incorporées dans le cadre de l'OMS et de l'ITF.

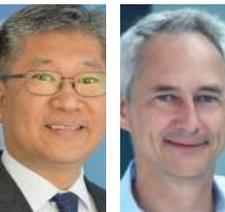
Thèmes clés

- Systèmes de gestion des entreprises : Comment les entreprises assurent-elles la qualité et l'efficacité de leurs systèmes de gestion et de leur prise de décision ? Quels sont les systèmes de gestion les plus pertinents pour les performances en matière de sécurité routière ?
- Rapports sur l'impact climatique : L'approche des rapports sur les émissions de gaz à effet de serre constitue-t-elle un modèle utile pour la sécurité routière ?
- Sécurité et santé au travail : quels sont les règlements et les systèmes de notification actuellement en vigueur ? Qui est concerné ?
- Marchés publics : Dans quelle mesure les entreprises peuvent-elles influencer les résultats en matière de sécurité routière par le biais des politiques d'achat ?
- Fournisseurs et distributeurs : quel est le champ d'influence effectif des entreprises ? Quelles activités échappant au contrôle direct peuvent être influencées ? Par quels moyens ?
- Produits : Un cadre d'évaluation peut-il stimuler l'innovation et l'amélioration au-delà des normes de sécurité des produits ?
- Rendre compte des performances en matière de sécurité routière : Quels sont les indicateurs clés de performance pour un cadre d'évaluation ?
- Finance : La communauté financière a-t-elle besoin de conseils pour prendre en compte les performances en matière de sécurité routière dans les décisions d'investissement ?

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Dan Chen, The 2030 Advisors LLC



Introduction du panel : Young-Tae Kim, Secrétaire général, Forum International des Transports & Stephen Perkins, Responsable de la recherche et de l'analyse politique, Forum International des Transports



Juan Carlos Munoz, ministre des transports, Chili



Miwako Ikeda-Oki, ingénieur en chef adjoint, Honda Motor Company



Peter Kronberg, directeur des affaires gouvernementales, AUTOLIV



Nicolas Peltier, directeur mondial des transports, Banque mondiale



Susan Hipp, directrice exécutive, Réseau des employeurs pour la sécurité routière (NETS)



Imrane Barry, directeur du commerce et de la santé-sécurité-environnement, TotalEnergies

Session 7 : Des infrastructures routières sûres

Plan de la session

Des infrastructures routières sûres et durables sont essentielles pour réduire le nombre de morts et de blessés sur les routes, en particulier pour les usagers vulnérables. Cette session examinera comment la conception et l'exploitation des routes peuvent intégrer efficacement des mesures de sécurité, y compris des audits de sécurité routière et la gestion de la vitesse, afin de garantir une mobilité plus sûre. La session soulignera également la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles pour mettre en œuvre les normes de sécurité et garantir l'alignement politique et le financement pour faire de la sécurité routière une priorité à tous les niveaux de prise de décision.

Les dirigeants discuteront des défis et des opportunités liés à la création et à l'entretien d'infrastructures routières sûres, en mettant l'accent sur les bonnes pratiques évolutives, les contraintes financières et le rôle de l'aide internationale dans le renforcement des capacités institutionnelles.

Description de la session

La sécurité des infrastructures routières est un pilier essentiel de l'effort mondial visant à réduire le nombre de morts et de blessés sur les routes, en particulier parmi les usagers vulnérables tels que les piétons, les cyclistes et les motocyclistes. Le plan mondial des Nations unies pour la décennie d'action pour la sécurité routière souligne la nécessité d'intégrer la sécurité routière dans la planification, la conception et l'exploitation des infrastructures de transport. Cette approche permet de prévenir les accidents et de protéger les communautés, faisant de la sécurité routière un élément essentiel des systèmes de mobilité durables et inclusifs.

Cette session se concentrera sur la manière dont les infrastructures routières peuvent être mieux conçues, exploitées et entretenues pour sauver des vies, réduire le nombre de blessés et renforcer la résilience face aux défis émergents tels que le changement climatique. À travers des discussions sur les audits de sécurité routière, la gestion de la vitesse et les investissements efficaces, les panélistes exploreront des solutions réalisables pour les pays à différents stades de développement, y compris ceux à revenu faible ou intermédiaire.

Outre les aspects techniques de la conception et de la sécurité des routes, la session soulignera l'importance du renforcement des capacités institutionnelles pour soutenir le développement continu et l'application des normes de sécurité. Une formation adéquate, la gouvernance et le partage des connaissances sont essentiels pour assurer l'intégration réussie des mesures de sécurité routière dans les projets d'infrastructure nouveaux et existants. Parallèlement au renforcement des capacités, il est essentiel d'aborder l'alignement politique et financier nécessaire pour donner la priorité à la sécurité routière dans les agendas nationaux, en garantissant un investissement et un engagement à long terme dans tous les secteurs.

Cette session vise à présenter des exemples pratiques, à mettre en évidence les obstacles et à proposer des solutions susceptibles de renforcer les investissements dans les infrastructures routières tout en favorisant une mobilité plus sûre et plus durable pour tous les usagers de la route.

Thèmes clés

- Intégrer la sécurité dans les infrastructures : Comment intégrer les audits de sécurité routière, les évaluations des risques et les mesures de sécurité dans la planification et l'exécution des infrastructures.
- Renforcement des capacités institutionnelles : Renforcer les capacités des

gouvernements locaux et nationaux à mettre en œuvre des stratégies de sécurité routière.

- Surmonter les défis : S'attaquer aux obstacles à l'intégration de la sécurité routière dans les projets d'infrastructure, notamment les contraintes financières et les résistances politiques.
- Alignement financier et politique : Comment obtenir le soutien financier et politique nécessaire pour donner la priorité aux investissements dans la sécurité routière.
- Tirer parti du soutien international : Le rôle des banques multilatérales de développement et des partenaires internationaux dans le soutien aux projets d'infrastructure de sécurité routière, en particulier dans les pays disposant de ressources limitées.
- La technologie dans les infrastructures : Exploration du rôle de la technologie dans l'amélioration des mesures de sécurité et la garantie d'une mise en œuvre efficace.



LISTE DES ORATEURS

Modérateur : Susanna Zammataro, directrice générale, Fédération routière internationale



Introduction du panel : Patrick Mallejacq, Secrétaire général de l'AIPCR



Mohammed Quachar, Directeur général, Administration nationale des routes, Maroc



Frank Tayali, ministre zambien des transports et de la logistique



Emanuela Stocchi, Présidente de l'AIPCR



Dimitris Mandalozis, président de la Fédération routière internationale et directeur général d'Agean Motorways



George Njao, Autorité nationale des transports et de la sécurité, Kenya



James Leather, chef de la division des transports, secteur de l'infrastructure et de l'énergie, BAD

Session 8 : Des rues urbaines plus sûres pour la mobilité active et le transport multimodal : Des vitesses plus lentes, une action plus rapide

Aperçu de la session :

Cette session abordera le besoin urgent de rues plus sûres pour les piétons et les cyclistes, en particulier dans le contexte de l'augmentation du nombre de morts sur les routes. Elle se concentrera sur la manière dont la planification urbaine peut intégrer des systèmes de transport multimodaux pour garantir des options de mobilité plus sûres, plus lentes et plus durables. Les participants exploreront le rôle de la gestion de la vitesse des véhicules, de l'amélioration des infrastructures et des cadres politiques, en mettant l'accent sur les défis et les opportunités propres aux villes africaines. La session mettra également en évidence les étapes pratiques pour intégrer le transport actif et les solutions multimodales afin de soutenir des environnements urbains plus sûrs et d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de sécurité routière et de climat.

Description de la session :

La sécurité des piétons et des cyclistes dans les zones urbaines reste un défi de taille, ces usagers de la route vulnérables représentant une part importante des victimes de la route dans le monde. Entre 2010 et 2021, le nombre de piétons tués sur les routes représentait 23 % des décès dans le monde, et celui des cyclistes 6 %. La vitesse des véhicules est l'un des principaux facteurs contribuant à ces décès, et il convient d'y remédier par des politiques ciblées et des améliorations de l'infrastructure. Cependant, la création d'espaces urbains plus sûrs ne se limite pas à ralentir la circulation ; elle nécessite une approche globale qui intègre des systèmes de transport multimodaux, offrant des options sûres pour la marche, le vélo et les transports en commun.

Avec la croissance rapide des villes, en particulier dans des régions comme l'Afrique, il devient encore plus urgent de relever ces défis. Des systèmes de mobilité sûrs et durables sont essentiels non seulement pour sauver des vies, mais aussi pour atteindre des objectifs plus larges tels que la réduction des émissions, la promotion de l'équité et l'accès à l'emploi, à l'éducation et aux services. La session explorera comment une intégration transparente de la mobilité active et du transport multimodal peut jouer un rôle clé dans la résolution de ces problèmes, tout en s'alignant sur les objectifs mondiaux en matière de sécurité routière et de changement climatique.

Les panélistes discuteront de la mise en place de zones à vitesse réduite, d'infrastructures sûres pour la mobilité active et de la création de réseaux de transport multimodaux qui offrent des solutions de mobilité équitables et durables. Des études de cas de villes qui ont réussi à intégrer ces éléments serviront d'inspiration pour la mise en place de telles initiatives à l'échelle mondiale.

La session mettra également l'accent sur la nécessité de disposer de cadres politiques solides, d'un alignement politique et de mécanismes de financement pour soutenir ces mesures. Le renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux local et national sera essentiel pour garantir que ces initiatives soient non seulement conceptualisées mais aussi mises en œuvre avec succès, en particulier face aux défis de l'urbanisation.

Thèmes clés :

- Réduire la vitesse des véhicules pour plus de sécurité : Explorer comment la gestion de la vitesse est essentielle pour réduire le nombre de décès parmi les piétons et les cyclistes, en mettant l'accent sur la conception des routes urbaines et les mesures de réduction de la vitesse.
- Systèmes de transport multimodaux : Le rôle des solutions de transport multimodales - combinant la marche, le vélo et les transports publics - et leur

importance dans la construction de villes plus sûres et plus accessibles.

- Intégration des infrastructures pour la mobilité active : comment les villes peuvent mettre en place des infrastructures qui donnent la priorité aux piétons et aux cyclistes, parallèlement à des systèmes de transport public plus sûrs, créant ainsi un réseau de mobilité urbaine cohérent et durable.
- Aligner les politiques sur les objectifs mondiaux : Le rôle des politiques de sécurité routière dans la réalisation des cibles des ODD et de l'Accord de Paris, avec un accent particulier sur la façon dont ces objectifs peuvent conduire à l'alignement politique aux niveaux national et local.
- Renforcer les capacités institutionnelles : La nécessité de structures de gouvernance solides et d'un soutien institutionnel pour garantir la réussite des projets de transport multimodal et de mobilité urbaine plus sûre.
- Études de cas et bonnes pratiques : Exemples réussis de villes qui ont mis en œuvre un transport multimodal intégré et des mesures de sécurité pour les piétons et les cyclistes, en mettant l'accent sur les enseignements tirés et sur la manière d'étendre ces efforts.

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Bronwen Thornton, directrice générale, Walk 21



Introduction du panel : Jim Walker, Partenariat pour les déplacements actifs et la santé (PATH)



Geertje Hegeman, responsable de la sécurité routière, ministère de l'infrastructure et de l'eau, Pays-Bas



Mohamed Mezghani, secrétaire général de l'UITP



Janene Tuniz, Programme des Nations unies pour l'environnement, Unité de la mobilité durable



Adil Bahi, directeur de la stratégie, ministère du transport et de la logistique, Maroc



Sofia Salek de Braun, coordinatrice des relations publiques pour la sécurité routière, ville de Munich



Luz Infante Acevedo, secrétaire exécutive de la Comisión Nacional de Seguridad de Tránsito (CONASET), Chili

Session 9 : Surmonter les obstacles à l'efficacité de la police routière et de la gestion de la vitesse

Schéma :

Cette session examinera les principaux obstacles à l'efficacité de la police routière, en mettant l'accent sur le rôle de la gestion de la vitesse dans la réduction des traumatismes routiers. L'application efficace des lois sur la sécurité routière - en particulier celles qui ciblent la conduite sous l'emprise de l'alcool, les excès de vitesse et l'utilisation des dispositifs de sécurité - reste essentielle pour atteindre les objectifs mondiaux de sécurité routière fixés dans le Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2021-2030. Les panélistes partageront leurs idées sur la manière de surmonter les défis liés à la police routière et à la gestion de la vitesse, en présentant des exemples de réussite et en identifiant des solutions concrètes pour assurer la mise en œuvre de mesures de sécurité routière efficaces à l'échelle mondiale.

Description de la session :

La police de la route et la gestion de la vitesse sont des éléments essentiels d'une approche globale de la sécurité routière. La lutte contre les comportements dangereux tels que les excès de vitesse, la conduite sous l'emprise de l'alcool et le non-port du casque, de la ceinture de sécurité et des dispositifs de retenue pour enfants peut réduire de manière significative les traumatismes de la route. Cependant, malgré l'importance de ces mesures, il existe des obstacles récurrents à une application efficace, notamment des ressources limitées, des défis politiques et un manque de priorisation des stratégies de gestion de la vitesse. Cette session explorera ces obstacles, en se concentrant sur les actions clés décrites dans le Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2021-2030, qui comprennent l'amélioration de la police routière et la mise en œuvre de pratiques de gestion de la vitesse. La discussion portera sur des études de cas réussies, des stratégies visant à renforcer la police routière basée sur la dissuasion et des solutions pratiques pour surmonter les obstacles courants. En fin de compte, l'objectif est de mettre en place un cadre mondial de police routière plus efficace qui intègre la gestion de la vitesse en tant que stratégie de base pour réduire les traumatismes routiers.

Thèmes clés :

- Surmonter les obstacles à une police routière efficace : Lever les obstacles à la mise en œuvre de stratégies de contrôle de l'alcool au volant, des excès de vitesse et du port de la ceinture de sécurité ou du casque.
- L'importance de la gestion de la vitesse : Comment la réglementation et le contrôle de la vitesse jouent un rôle clé dans la réduction du nombre de morts et de blessés, en mettant l'accent sur la manière d'intégrer la gestion de la vitesse dans les cadres de la police routière.
- Le plan mondial pour la sécurité routière et ses lacunes : Examiner les actions liées à la politique routière dans le plan mondial pour la décennie d'action pour la sécurité routière et comprendre pourquoi elles sont souvent négligées ou insuffisamment mises en œuvre.
- Meilleures pratiques en matière de police routière et de gestion de la vitesse : Des études de cas réussies démontrant l'efficacité des stratégies de dissuasion, des initiatives de gestion de la vitesse et des pratiques d'application de la loi qui ont permis de réduire les traumatismes routiers.
- Renforcer la police routière mondiale : Comment renforcer les capacités institutionnelles pour un meilleur contrôle, intégrer la gestion de la vitesse dans les politiques

nationales et assurer un financement durable des mesures de sécurité routière.

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Jonathon Passmore, directeur de programme, sécurité routière, violence et prévention des traumatismes, bureau régional pour l'Europe, Organisation mondiale de la santé,



Introduction du pannel : Dave Cliff, directeur général du Partenariat mondial pour la sécurité routière



Serghei Diaconu, Chef de cabinet, Cabinet du Premier ministre, Moldavie



Loubna Maazouzi, Directrice de la sécurité routière, NARSA, Maroc



Huy Quang Pham, vice-directeur général du département de la police de la circulation, Viet Nam



Kribon Suadsong, commissaire général adjoint de la police royale thaïlandaise, Thaïlande



Federica Deledda, commissaire adjoint, police d'État italienne, République d'Italie, vice-présidente du réseau européen de police de la route (ROADPOL)



Atef Garib, président et directeur général de Tatweer (Dubai)

Session 10 : Engagements et responsabilité : Susciter un véritable changement en matière de sécurité routière

Aperçu de la session :

Cette session explorera comment les différentes parties prenantes - gouvernements, entreprises et société civile - peuvent transformer les engagements en matière de sécurité routière en actions mesurables. La responsabilité est essentielle pour réaliser des progrès significatifs et garantir que les promesses se traduisent par des routes plus sûres et moins de morts. Les panélistes discuteront des mécanismes de suivi des engagements, du rôle des données et des rapports, et de la manière dont les leviers financiers et réglementaires peuvent favoriser le respect des engagements.

La discussion mettra en lumière les meilleures pratiques en matière de responsabilité des entreprises, des gouvernements et de la société civile, tout en examinant les lacunes qui doivent être comblées pour garantir des progrès durables en matière de sécurité routière. La session explorera également la manière dont la sécurité routière peut être intégrée dans les cadres environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), la responsabilité des entreprises et la mise en œuvre des politiques nationales.

Description de la session :

Pour atteindre les objectifs de sécurité routière, il ne suffit pas de prendre des engagements, il faut aussi rendre des comptes. Avec environ 1,2 million de morts sur les routes chaque année dans le monde, une action urgente est nécessaire pour garantir que les engagements pris par les gouvernements, les entreprises et les ONG aboutissent à des résultats réels et mesurables.

Cette session examinera comment les engagements en matière de sécurité routière sont suivis et mis en œuvre. Les gouvernements sont responsables de la mise en œuvre et de l'application des politiques, le secteur privé de la sécurité des chaînes d'approvisionnement et les ONG de la défense des intérêts et du contrôle indépendant. Les investisseurs et les assureurs peuvent également jouer un rôle en liant les incitations financières aux performances en matière de sécurité routière.

Malgré les progrès réalisés dans certains domaines, des lacunes subsistent en matière de responsabilité. Certains engagements ne sont pas assortis de mécanismes d'application, tandis que d'autres échouent en raison de la faiblesse des rapports ou de l'insuffisance des financements. En explorant les outils pratiques de responsabilisation, tels que la surveillance réglementaire, les sanctions financières, les rapports publics et les audits indépendants, cette session fournira une feuille de route pour transformer les engagements en améliorations durables de la sécurité routière.

Thèmes clés :

- Responsabilité des gouvernements : Comment les engagements en matière de sécurité routière peuvent-ils être intégrés dans les politiques et réglementations nationales ? Quels mécanismes garantissent l'application et la transparence ?
- Responsabilité des entreprises : Comment les entreprises devraient-elles mesurer et rendre compte de leurs performances en matière de sécurité routière ? Les cadres ESG et les critères des investisseurs peuvent-ils renforcer la responsabilité des entreprises ?

- Suivi et plaidoyer des ONG : Comment la société civile peut-elle suivre les progrès et tenir les gouvernements et les entreprises responsables de leurs engagements en matière de sécurité routière ?
- Données et rapports : Quels sont les indicateurs les plus efficaces pour mesurer les engagements en matière de sécurité routière ? Comment les données peuvent-elles être utilisées pour renforcer la responsabilité ?
- Incitations financières : Comment les investisseurs, les assureurs et les banques de développement peuvent-ils s'assurer que la sécurité routière est prise en compte dans les décisions financières ?
- Chaîne d'approvisionnement et achats : Comment les entreprises peuvent-elles étendre leur responsabilité au-delà des opérations directes aux fournisseurs et aux sous-traitants ?
- Cadres mondiaux : Comment les initiatives internationales telles que les objectifs mondiaux de sécurité routière des Nations unies contribuent-elles à la responsabilisation à tous les niveaux ?

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Lotte Brondum, directrice exécutive, Alliance mondiale des ONG pour la sécurité routière



Introduction du pannel : Jagnoor Jagnoor, Institut George pour la santé internationale



Kelly Larson, directrice de la santé publique, Bloomberg Philanthropies



Bright Oywaya, ASIRT Kenya



Writu Bhatta, Swatantra Abihyan Nepal



Thierno Mamadou Barry, Directeur Général, Agence Nationale de Sécurité Routière, Guinée



Mattias Landgren, envoyé spécial pour la reconstruction de l'Ukraine, Forum international des transports



Nawal Almoutawakil, ancienne ministre de la jeunesse, membre du comité olympique



Sam Clark, responsable des programmes, Transaid

12h00 - 13h30	Festival mondial du film sur la sécurité routière	Karam 5
13h30 - 15h00	Déjeuner	
	Événement parallèle : Réception du JHU pour les anciens participants au cours de formation à la sécurité routière	Hôtel Movenpick
	Événement parallèle : Réception du JHU pour les anciens participants au cours de formation à la sécurité routière	Karam 1
	Événement parallèle : Réception du JHU pour les anciens participants au cours de formation à la sécurité routière	Karam 2
15h00 - 16h30	Sessions parallèles (groupe 3) :	Karam 2
	11. L'assurance automobile et la prévention routière	Auditorium ministériel
	12. Opportunité d'amélioration de la sécurité des véhicules à l'heure de la motorisation croissante et de la transition technologique	Auditorium Ambassador
	13. Un nouveau récit pour la sécurité routière mondiale : Changer les cœurs, les esprits et les politiques	Salle de bal royale
	14. Promouvoir une mobilité sûre et durable pour les jeunes	Fes 1
	15. Une gouvernance de la sécurité routière axée sur les résultats : Comment cela se fait-il et qui le fait ?	Fes 2

Session 11 : L'assurance automobile et la prévention routière

Aperçu de la session :

Cette session abordera le rôle essentiel de l'assurance automobile dans la sécurité routière, en mettant l'accent sur son potentiel de réduction des accidents mortels, de comblement des lacunes dans le financement post-collision et d'indemnisation des victimes. Elle explorera les défis et les succès de la mise en œuvre de l'assurance automobile obligatoire dans différents pays, en soulignant à la fois les éléments de prévention et son rôle dans la fourniture de soins après l'accident. La session présentera les meilleures pratiques de diverses régions et proposera des recommandations pour faire de l'assurance automobile un outil universel d'amélioration de la sécurité routière.

Description de la session :

Malgré les récentes réductions du nombre de tués sur les routes dans le monde, des défis importants subsistent, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où le nombre de tués continue d'augmenter. Le plan mondial de l'OMS pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2021-2030 souligne que l'assurance automobile obligatoire est un outil essentiel pour améliorer la sécurité routière. Ce type d'assurance joue un rôle crucial en prenant en compte plusieurs éléments de l'approche pour un système sûr, notamment la sécurité des routes, la sécurité des véhicules, la sécurité de la vitesse et les soins après l'accident. Malgré son importance, de nombreux pays n'imposent toujours pas l'assurance automobile ou affichent des taux de conformité insuffisants.

L'assurance automobile obligatoire contribue non seulement à la prévention des accidents en encourageant des comportements de conduite plus sûrs, mais aussi à l'indemnisation des victimes et de leurs familles, en allégeant la charge financière des traitements médicaux. Cette session explorera le rôle de l'assurance automobile dans l'amélioration de la sécurité routière et son potentiel pour combler le déficit de financement des soins après un accident. Elle examinera les données actuelles, les meilleures pratiques de différents pays et les défis posés par la mise en œuvre de telles politiques, en particulier dans les pays à faible revenu. La session examinera également comment les banques multilatérales de développement et le secteur privé peuvent promouvoir et soutenir ces initiatives afin de réduire le nombre de morts sur les routes et d'améliorer l'infrastructure globale de sécurité.

Thèmes clés :

- Le rôle de l'assurance automobile obligatoire dans l'amélioration de la sécurité routière.
- L'efficacité de l'assurance automobile dans la réduction des décès et l'amélioration des soins après un accident.
- Mise en œuvre réussie de l'assurance automobile obligatoire dans divers contextes mondiaux.
- Les défis auxquels sont confrontés les pays à revenu faible et intermédiaire pour faire appliquer l'assurance automobile et en tirer profit.
- Recommandations pour l'intégration de l'assurance automobile en tant qu'outil d'amélioration de la sécurité routière et de soutien après un accident.

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Eduardo Augusto Café, directeur de Movernos Seguros



Introduction du pannel : Miquel Nadal, président du programme Movernos Seguros



Juan Carlos Botran, responsable de la sécurité routière, FIA Club Guatemala



Marisela Ponce de Leon Valdes, conseillère principale en transport, Programme de transport pour l'Afrique subsaharienne (SSATP), Banque mondiale



Mary Botagissio Reyes, directrice de la Fundación Liga
Contra la Violencia Vial



Lammat Younes, directeur de la protection des assurés,
Autorité du contrôle des assurances et de la prévoyance
sociale (ACAPS)

et de la Prévoyance Sociale (ACAPS)



Esteban Diez Roux, conseiller principal en opérations,
Banque interaméricaine de développement (BID)



Luz Infante Acevedo, secrétaire exécutive de la Comisión
Nacional de Seguridad de Tránsito (CONASET), Chili

Session 12 : Opportunité d'amélioration de la sécurité des véhicules à l'heure de la motorisation croissante et de la transition technologique

Aperçu de la session :

Cette session examinera le paysage actuel de la sécurité des véhicules, en se concentrant sur les avancées récentes dans les technologies de résistance aux chocs et d'évitement des collisions. Elle explorera les actions essentielles requises pour construire un marché pour des véhicules plus sûrs, en tenant compte à la fois de la pression réglementaire et des incitations du marché. Les participants discuteront de la manière de relever les défis croissants posés par la sécurité des motocycles et l'utilisation de plus en plus fréquente des deux-roues motorisés. La session examinera également comment la gestion des flottes publiques et privées peut contribuer à l'amélioration de la sécurité routière, ainsi que les stratégies visant à garantir le maintien du bon état de marche des véhicules tout au long de leur cycle de vie.

Description de la session :

Au cours de la dernière décennie, des progrès considérables ont été réalisés en matière de sécurité des véhicules, en particulier pour leurs occupants, grâce à l'évolution des technologies de résistance aux chocs. L'introduction de systèmes d'évitement des collisions est une étape essentielle dans la réduction des blessures pour tous les usagers de la route. Cependant, l'augmentation rapide de la motorisation dans le monde, en particulier l'augmentation de l'utilisation des motocycles, pose de nouveaux défis. Pour suivre le rythme de cette évolution, il est nécessaire de prendre des mesures plus énergiques pour garantir la sécurité des véhicules tout au long de leur cycle de vie. Cette session abordera les principales priorités en matière de sécurité des véhicules, en examinant comment les cadres réglementaires et les incitations du marché peuvent contribuer à construire un marché automobile plus sûr. Elle examinera également comment les pratiques de gestion de la sécurité des flottes, tant dans le secteur public que privé, peuvent contribuer à réduire les accidents de la route. La discussion sera essentielle pour comprendre comment améliorer la sécurité des véhicules dans les pays à revenu faible et intermédiaire et assurer la sécurité des motocyclettes et des véhicules sur la route.

Thèmes clés :

- Le rôle des technologies de résistance aux chocs et d'évitement des collisions dans la sécurité des véhicules
- Stratégies visant à créer un marché pour des véhicules plus sûrs, en mettant l'accent sur les cadres réglementaires et les incitations du marché
- Relever les défis de la sécurité des deux-roues motorisés et de l'utilisation croissante des motocycles
- Le rôle de la gestion de flotte dans l'amélioration de la sécurité des routes et des véhicules
- Garantir le maintien de l'aptitude à la circulation des véhicules par des contrôles et des normes appropriés

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Eduard Fernandez, directeur exécutif, Comité international de l'inspection automobile (CITA)



Introduction du panel : David Ward, président émérite du Programme mondial d'évaluation des nouveaux véhicules (NCAP)



Siti Zaharah Ishak, directeur général de l'Institut malaisien de recherche sur la sécurité routière (MIROS)



Carla Hoorweg, directrice générale du programme australien d'évaluation des nouvelles voitures (ANCAP)



Mohan Savarkar, vice-président et directeur des produits, TATA Motors



Gerhard Muller, Président de CITA, Allemagne



Stephanie Leonard, responsable mondial des affaires gouvernementales et réglementaires ; TOM TOM



Omar Sentissi, Président de la Fédération marocaine des centres d'inspection des véhicules

Session 13 : Un nouveau récit pour la sécurité routière mondiale : Changer les cœurs, les esprits et les politiques

Aperçu de la session :

Cette session explorera les moyens de réorienter le débat mondial sur la sécurité routière en tirant parti d'une narration convaincante, de l'influence des médias et de campagnes créatives. Malgré le lourd tribut humain et économique des accidents de la route, l'engagement public et politique reste faible. La discussion portera sur la manière dont la sécurité routière est présentée, sur les récits qui trouvent un écho auprès du public et sur la manière dont les médias et les leaders culturels peuvent modifier les perceptions afin de susciter une demande d'action plus forte.

Les panélistes partageront les leçons tirées de campagnes réussies de plaidoyer et d'engagement public dans les domaines de la santé, du changement climatique et d'autres mouvements sociaux, offrant un aperçu de ce qui fonctionne - et de ce qui ne fonctionne pas - lorsqu'il s'agit de faire évoluer les mentalités à l'échelle mondiale. La conversation ira au-delà du problème et se concentrera sur des solutions inspirantes, soulignant le besoin urgent de repenser les systèmes de mobilité pour la sécurité, la durabilité et l'équité.

Description de la session :

Les accidents de la route sont la première cause de décès chez les enfants et les jeunes, mais ils suscitent rarement le niveau d'urgence et d'action que l'on observe dans d'autres crises de santé publique. Si les accidents de la route étaient une maladie, ils seraient traités comme une pandémie mondiale. Au lieu de cela, ils sont souvent considérés comme des accidents inévitables - des événements aléatoires plutôt que le résultat de défaillances systémiques dans l'infrastructure, la réglementation et la culture.

Cette session examinera comment recadrer la sécurité routière de manière à attirer l'attention du public, à mobiliser la demande d'action et à remettre en question les récits bien ancrés qui donnent la priorité à la vitesse et à la commodité plutôt qu'à la vie humaine.

Un nouveau récit puissant doit non seulement souligner l'ampleur de la crise, mais aussi présenter une vision inspirante d'un avenir plus sûr et plus durable en matière de transport. Cela signifie qu'il faut raconter des histoires qui résonnent, des histoires de vies sauvées, de communautés transformées et de villes qui mettent les gens au premier plan. Cela signifie également qu'il faut passer d'un discours de blâme des victimes à un discours de changement systémique.

Le panel réunira des leaders des médias, des créatifs et des défenseurs des droits de l'homme pour discuter de la manière de concevoir et d'amplifier un récit convaincant sur la sécurité routière qui ait un impact sur le monde réel.

Thèmes clés :

- Façonner la perception du public : Comment les médias et la culture influencent-ils la façon dont la sécurité routière est comprise ? Quels sont les messages qui ont le plus d'impact ?
- Leçons tirées d'autres mouvements : Que peuvent apprendre les défenseurs de la sécurité routière des campagnes réussies en matière de santé publique, de climat

ou de justice sociale ?

- Définir le problème : Comment repositionner la sécurité routière comme une priorité sociale et politique urgente plutôt que comme une conséquence inévitable de la mobilité ?
- Créer une connexion émotionnelle : Quels types de récits (récits personnels, récits fondés sur des données, campagnes visuelles) sont les plus efficaces pour engager le public ?
- Renforcer la demande de changement : Comment les défenseurs de la sécurité routière et les communicateurs peuvent-ils renforcer la pression publique et politique en faveur de l'action ?
- Le rôle des entreprises et de la technologie : comment le secteur privé peut-il contribuer à un nouveau discours sur la sécurité routière par le biais de l'image de marque, du marketing et de l'innovation ?
- Une vision pour l'avenir : Comment pouvons-nous raconter des histoires qui inspirent - pas seulement sur la réduction des décès, mais sur la refonte de la mobilité pour un monde plus sûr, plus vert et plus équitable ?

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Matthew Taylor, Communications sur la sécurité routière, Organisation mondiale de la santé



Introduction du panel : Jean Todt, envoyé spécial des Nations unies pour la sécurité routière



Nhan Tran, responsable de la sécurité et de la mobilité, Organisation mondiale de la santé



Dorcas Wangira, correspondante santé, BBC Afrique



Albert Asseraf, directeur général de la communication et des nouveaux usages, JCDecaux



Amandine Morhaim, rédactrice en chef, documentaires sportifs, Canal+



Abdessadek Maafa, directeur de la communication, NAR-SA, Royaume du Maroc



Yannick Alléno, Chef cuisinier et Président de l'Association Antoine Alléno



Clea Martinet, vice-présidente pour le développement durable, Groupe Renault.



Tatiana Molcean, secrétaire exécutive, Commission économique des Nations unies pour l'Europe

Session 14 : Promouvoir une mobilité sûre et durable pour les jeunes

Aperçu de la session :

Cette session explorera le besoin urgent de protéger les enfants et les jeunes des accidents de la route et de garantir leur droit à une mobilité sûre et saine. Elle présentera des interventions et des collaborations réussies entre les gouvernements, les agences des Nations unies, les ONG, les universités et le secteur privé, y compris les technologies automobiles, qui ont contribué à une mobilité plus sûre pour les enfants. Les participants discuteront de la manière de passer des projets pilotes à un changement de politique à grande échelle et à un investissement durable dans la sécurité routière des enfants. La session mettra également en évidence les avantages plus larges de la mobilité active pour la santé et le bien-être des enfants, encourageant ainsi les délégués ministériels à s'engager davantage.

Description de la session :

Malgré les progrès réalisés en matière de sécurité routière dans le monde, les accidents de la route restent l'une des principales causes de décès et de blessures graves chez les enfants et les jeunes. Les usagers de la route vulnérables, en particulier les enfants qui se déplacent à pied ou à vélo, sont quotidiennement confrontés à des risques inacceptables. Les gouvernements et les parties prenantes doivent travailler ensemble pour intégrer, étendre et pérenniser les solutions qui protègent les jeunes et garantissent leur droit à des environnements sûrs et sains.

Cette session présentera des outils programmatiques et de plaidoyer qui ont réussi à promouvoir une mobilité plus sûre et plus durable pour les enfants, tels que le classement par étoiles des écoles de l'iRAP, la méthode SARSAL d'Amend et les zones scolaires sûres de l'AIPF. Il mettra également en lumière les principaux enseignements tirés de la première moitié de la deuxième décennie d'action pour la sécurité routière, en identifiant ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas fonctionné et la manière d'accélérer les interventions efficaces. Les panélistes examineront le rôle des différents acteurs - ONG, organisations philanthropiques, agences des Nations unies, banques multilatérales de développement (BMD) et gouvernements - dans la mise à l'échelle et la pérennisation des initiatives qui fonctionnent. La discussion mettra l'accent sur les avantages connexes de rues plus sûres et plus accessibles, en particulier sur la façon dont la mobilité active favorise la santé, l'éducation et le bien-être général des enfants. En présentant des exemples pratiques de changements significatifs, la session vise à inspirer les délégués ministériels à s'engager à prendre de nouvelles mesures en faveur de la sécurité routière des enfants.

La discussion portera également sur la manière dont les technologies automobiles - telles que les systèmes avancés d'aide à la conduite (ADAS), la détection des piétons, l'assistance intelligente à la vitesse (ISA), l'amélioration des systèmes de retenue pour enfants et les réglementations en matière de sécurité des véhicules - peuvent jouer un rôle essentiel dans la réduction du nombre d'enfants tués ou blessés sur les routes. La session mettra l'accent sur la manière dont une conception et des réglementations plus sûres des véhicules, ainsi que l'infrastructure et l'application de la loi, peuvent contribuer à créer un environnement de mobilité plus sûr pour les enfants.

Thèmes clés :

- L'impact des accidents de la route sur les enfants et leur droit à une mobilité sûre
- Exemples de programmes, de méthodologies et d'outils de sensibilisation efficaces en matière de sécurité routière des enfants
- Stratégies pour passer des projets pilotes à un changement de politique et à un financement durable
- Le rôle des principales parties prenantes dans l'intensification et la pérennisation des initiatives en faveur de la sécurité routière des enfants
- Les avantages plus larges de la mobilité active pour la santé et le bien-être des enfants
- Le rôle de la technologie et de l'innovation dans l'amélioration de la protection des enfants passagers et des piétons

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Atsani Ariobowo, directrice de l'enfance et de la jeunesse, Fondation FIA



Introduction du panel : Naseem Awl, représentant adjoint du bureau de pays de l'UNICEF au Maroc



Morag MacKay, responsable de la recherche et du réseau, Safekids Worldwide



Simon Kalolo, Amend Tanzanie



Quyên Bui, coordinateur du suivi et de l'évaluation, Fondation asiatique pour la prévention des blessures (AIPF), Vietnam



Youssef Zahidi, Président de la Fédération royale marocaine des sports mécaniques.



Mohammed Ezzerouali, directeur des programmes, ministère de l'éducation, Maroc



Zhendong Sun, spécialiste principal de la sécurité des véhicules à l'Institut chinois de recherche sur la normalisation automobile

Session 15 : Une gouvernance de la sécurité routière axée sur les résultats : Comment cela se fait-il et qui le fait ?

Aperçu de la session :

Cette session se concentrera sur les pratiques contemporaines de gestion de la sécurité routière, en soulignant l'importance de la gestion de la sécurité routière en tant que système. La discussion examinera les rôles des agences chefs de file, des institutions et des modèles de gouvernance dans l'élaboration des systèmes de sécurité routière, en accordant une attention particulière à la manière dont les cadres de gouvernance sont conçus pour améliorer les performances en matière de sécurité routière. La session explorera trois modèles organisationnels pour la gouvernance de la sécurité routière : les agences pilotes dédiées, les institutions avec certaines fonctions d'agence pilote, et les situations où il n'y a pas d'agence pilote claire. Le panel examinera l'impact de ces modèles sur les résultats en matière de sécurité routière et la manière dont ils s'alignent sur les objectifs de développement durable (ODD).

Description de la session :

Une gouvernance efficace de la sécurité routière nécessite une approche coordonnée qui rassemble de multiples institutions et parties prenantes, chacune jouant un rôle essentiel dans la réduction du nombre de tués et de blessés sur les routes. La complexité de la gestion de la sécurité routière signifie que les modèles de gouvernance doivent être adaptables, flexibles et axés sur les résultats. Cette session explorera les différents modèles de gouvernance pour la gestion des systèmes de sécurité routière, en se concentrant sur les forces et les faiblesses de chaque approche. En comparant les modèles organisationnels - qu'ils impliquent une agence principale dédiée, des institutions assumant certaines fonctions d'agence principale, ou des situations où il n'existe pas d'agence principale - cette session mettra en évidence les fonctions critiques qui doivent être exécutées au niveau du système pour garantir les résultats en matière de sécurité routière.

Les panélistes discuteront de la manière dont les différents modèles de gouvernance contribuent à la réalisation des objectifs de sécurité routière, en particulier en alignant les efforts sur des objectifs de développement durable plus larges. La session abordera également les défis liés à la mise en œuvre de l'approche «Système sûr», qui nécessite une collaboration étroite entre les secteurs et les frontières institutionnelles. Cela inclut des considérations sur la façon dont les modèles de gouvernance peuvent soutenir l'intégration des politiques de sécurité routière avec la planification urbaine, les systèmes de transport et les objectifs de santé publique. En examinant les meilleures pratiques, les études de cas et les exemples du monde réel, la session fournira des informations utiles sur les fonctions de gestion nécessaires pour conduire une stratégie de sécurité routière coordonnée qui non seulement réduit les traumatismes routiers, mais contribue également à la réalisation de l'agenda mondial du développement durable.

Thèmes clés :

- La sécurité routière en tant que système impliquant de multiples institutions et secteurs.
- Modèles de gouvernance pour une gestion efficace de la sécurité routière.

- Rôle des agences chefs de file dans la coordination et la conduite des efforts en matière de sécurité routière.
- Fonctions de gestion institutionnelle nécessaires pour obtenir des résultats en matière de sécurité routière.
- Alignement des efforts en matière de sécurité routière sur des ODD plus larges, notamment en termes de coordination et de collaboration.
- Défis et opportunités dans la mise en œuvre de l'approche Safe System au niveau institutionnel.

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Said Dahdah, responsable du Fonds mondial pour la sécurité routière, Banque mondiale



Introduction du pannel : Matts-Ake Belin, responsable mondial de la mise en œuvre de la Décennie d'action pour la sécurité routière 2021-2030

L'Organisation mondiale de la santé



Mahmood Ahamad, secrétaire adjoint, ministère des transports routiers et des autoroutes (MoRTH),



Debbie Cousins, directrice des opérations EDD, Banque européenne pour la reconstruction et le développement



Guro Ranes, directeur de l'administration du trafic, Norvège



Nikorn Chamnong, conseiller au ministère du développement social et de la sécurité humaine, Thaïlande



Kaarina Ruta, assistante en charge des transports, Association galloise des collectivités locales (Welsh Local Government Association)



Benacer Boulaajoul, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité routière, Maroc

<p>16h45 - 18h00</p>	<p>Session plénière 6 : De la mobilisation à l'organisation : les défis de la mise en œuvre</p> <p>Modérateur : Tumelo Mothotoane</p> <p>Orateur d'ouverture : Tomas Eneroth, Parlement suédois</p> <p>Discutants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Serghei Diaconu, Chef de cabinet, Cabinet du Premier ministre, Moldavie• Renan Filho, ministre des transports, Brésil• Ousmane Gaoul Diallo, ministre des transports,• Jana Santhiran Muniayan, secrétaire général, ministère des transports, Malaisie• Kittikorn Lohsoonthorn, Secrétaire du ministre de la santé Thaïlande• Jon-Ivar Nygard, ministre des transports,• Agnes Binagwaho, vice-chancelière de l'Université de l'équité en santé mondiale et ancienne ministre de la santé du Rwanda• M. Milton MORRISON, Directeur exécutif, Autorité nationale des transports, République dominicaine.	<p>Auditorium ministériel</p>
----------------------	--	-------------------------------

SESSION PLÉNIÈRE 6

Titre de la session : De la mobilisation à l'organisation : Les défis de la mise en œuvre

Cette session permettra de discuter de la manière de transformer les idées et les engagements pris au niveau politique en actions tangibles et efficaces sur le terrain. Elle se concentrera également sur les réalités pratiques de la mise en œuvre, de l'obtention des ressources à la garantie de la coordination et de la responsabilité, en fournissant une feuille de route pour surmonter les défis qui empêchent la sécurité routière de devenir une priorité durable.

Description de la session : Malgré une forte volonté politique et une mobilisation publique en faveur de la sécurité routière, de nombreux pays sont confrontés à des défis importants dans la mise en œuvre effective des politiques de sécurité routière. Le passage de la mobilisation du soutien à l'organisation d'actions révèle souvent des lacunes en matière de capacité institutionnelle, de ressources, de coordination et de responsabilité.

Cette session se concentrera sur les défis pratiques auxquels les gouvernements et les parties prenantes sont confrontés pour concrétiser les engagements en matière de sécurité routière. Qu'il s'agisse de garantir un financement durable, de s'aligner sur des objectifs de développement plus larges, de surmonter les cloisonnements institutionnels ou d'assurer la coopération des parties prenantes, la session explorera les obstacles qui empêchent la mise en œuvre harmonieuse des initiatives en matière de sécurité routière.

La discussion soulignera également l'importance de développer des cadres de suivi et d'évaluation solides afin de suivre les progrès, d'identifier les lacunes et d'ajuster les stratégies. En outre, la session explorera le rôle du leadership et de la gouvernance pour s'assurer que la sécurité routière est effectivement priorisée, coordonnée et intégrée dans les systèmes existants.

Thèmes clés :

- De l'engagement à l'action : Traduire la volonté politique en politique et en pratique : Identifier les étapes clés nécessaires pour passer de la phase conceptuelle à des actions concrètes et à des initiatives durables en matière de sécurité routière.
- Renforcer les capacités institutionnelles pour la mise en œuvre : Comprendre les défis et les opportunités liés au renforcement des ressources techniques, institutionnelles et humaines nécessaires à une mise en œuvre efficace de la sécurité routière.
- Ressources financières et viabilité à long terme : Explorer comment assurer un financement durable et gérer les ressources pour garantir le succès continu des programmes de sécurité routière.
- Collaboration et coordination entre les secteurs : La nécessité d'une plus grande collaboration entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile pour aborder la sécurité routière selon une approche globale.

- Suivi, responsabilité et ajustement des stratégies : L'importance de mécanismes de suivi et d'évaluation solides pour suivre la mise en œuvre, évaluer l'efficacité et apporter les corrections nécessaires.

LISTE DES ORATEURS



Tomas Eneroth est le ministre des transports du Parlement suédois.

Tomas Eneroth est ministre suédois des infrastructures depuis 2017.

Le ministre Eneroth a commencé sa carrière politique en 1991 en tant que membre du conseil du comté de Kronoberg. Il est membre du Parlement suédois depuis 1994 et a été chef du groupe des sociaux-démocrates suédois de 2014 à 2017.

Il a également été secrétaire d'État au ministère de l'éducation et des sciences. Le ministre Eneroth a suivi une formation en sociologie et en sciences politiques et a obtenu son diplôme à l'université de Växjö en 1993.



Serghei Diaconu, Chef de cabinet, Cabinet du Premier ministre, Moldavie

Serghei est le président de la Fondation ProtectMD, fondée en 2011 par l'Automobile Club de Moldavie (ACM). ProtectMD promeut les valeurs démocratiques et le sens de la justice par le biais de l'éducation civile, morale et éthique. ProtectMD mène des campagnes d'éducation et d'information pour promouvoir la sécurité, y compris la sécurité routière, et collabore régulièrement avec des organisations nationales et internationales.

Serghei est également président honoraire de l'Automobile Club de Moldavie et consultant international en matière de réforme de la police et de police routière. Il a récemment été invité à diriger le département des programmes et études externalisés de l'université ULIM de Moldavie.

L'Automobile Club de Moldavie a remporté deux prix internationaux Prince Michael pour la sécurité routière. Un premier prix pour la réforme de la police en 2013 et un second pour son projet de sécurité routière professionnelle (soutenu par la BERD et l'EASST) en décembre 2017.



Renan Filho est le ministre des transports du Brésil.

Renan Filho a commencé sa carrière politique en 2004, à l'âge de 25 ans, lorsqu'il a été élu maire de la municipalité de Murici, dans la région de Zona da Mata (Alagoas), et a été réélu en 2008.

En avril 2010, il a quitté la municipalité de Murici pour se présenter à la Chambre des députés sous l'étiquette du Mouvement démocratique brésilien (MDB).

En avril 2010, il quitte Murici pour se présenter à la Chambre des députés sous l'étiquette du Mouvement démocratique brésilien (MDB), remplacé par son oncle Remi Calheiros, ancien maire de la municipalité et, à l'époque, son vice-président[9]. Lors des élections d'octobre de la même année, Renan est élu député fédéral le plus voté avec un total de 140 180 voix (9,90 % des suffrages valides).

En octobre 2014, il est élu gouverneur de l'État d'Alagoas pour la première fois avec un total de 670 310 voix (52,16 % des votes valides), devenant ainsi le plus jeune gouverneur de l'histoire de l'État. Quatre ans plus tard, en octobre 2018, il a été réélu au gouvernement de l'État, recueillant 1 001 053 voix (77,30 % des votes valides).



Ousmane Gaoul Diallo est le ministre des transports de la Guinée.

Fils d'une grande fratrie, il poursuit ses études à Conakry et à l'étranger, notamment à l'Université René Descartes, à l'Université Pierre Mendès France de Grenoble et à HEC Montréal, renforçant son expertise dans le domaine des technologies et des systèmes d'information.

Son engagement politique remonte à 1987, marquant le début d'une carrière de 36 ans. Il milite alors au sein du Parti Guinéen du Progrès (PGP), le premier parti politique guinéen



Jana Santhiran Muniayan, secrétaire général, ministère des transports, Malaisie

Dato' Jana Santhiran Muniayan est actuellement secrétaire général du ministère des Transports. Avant d'être nommé secrétaire général, Dato' Jana Santhiran a été secrétaire général du ministère de la jeunesse et des sports de Malaisie du 5 janvier 2022 au 16 janvier 2023.

Il est au service du gouvernement malaisien en tant que fonctionnaire administratif et diplomatique depuis 27 ans. Il a commencé comme directeur adjoint au ministère

du développement rural en 1995. Un an plus tard, il a été affecté au ministère de l'éducation (MOE) en tant que secrétaire adjoint à la division du développement et de la privatisation, avant d'être promu secrétaire adjoint principal en 2003 dans la même division. Au sein du ministère de l'éducation, il a également été chef de projet pour les projets d'éducation de la Banque asiatique de développement et de la Banque mondiale en Malaisie.



Kittikorn Lohsoonthorn

Secrétaire du ministre de la santé Thaïlande



Jon-Ivar Nygard est le ministre norvégien des transports.

Il est membre du conseil municipal de Fredrikstad depuis 1993 et a été maire de Fredrikstad de 2011 à 2021

Après avoir été député de 2013 à 2017, Nygård a été élu représentant au Storting de la circonscription d'Østfold pour la période 2021-2025, pour le Parti travailliste. Tout en faisant partie du gouvernement à partir d'octobre 2021.



Agnes Binagwaho, vice-chancelière de l'Université de l'équité en santé mondiale et ancienne ministre de la santé du Rwanda

Agnes Binagwaho est une politicienne rwandaise, pédiatre, cofondatrice et ancienne vice-chancelière de l'Université de l'équité en santé mondiale (2017-2022). En 1996, elle est retournée au Rwanda où elle a prodigué des soins cliniques dans le secteur public et a occupé de nombreux postes, dont celui de secrétaire permanente du ministère de la santé du Rwanda d'octobre 2008 à mai 2011 et de ministre de la santé de mai 2011 à juillet 2016. Elle est professeur de pratique de prestation de santé mondiale depuis 2016 et professeur de pédiatrie depuis 2017 à l'Université de l'équité en santé mondiale. Elle a occupé divers postes gouvernementaux de haut niveau dans le secteur de la santé.

18h00 - 18h30	Engagements Modérateur : Melinda Crane	Auditorium ministériel
18h00 - 18h30	Événements parallèles	
	· Réunion des amis de l'Envoyé Spécial des Nations Unies pour la sécurité routière.	Karam 1
	· Table ronde de haut niveau sur les systèmes sûrs (ITF)	Karam 2
	· Rôle du secteur privé dans la sécurité routière (NETS)	Karam 3
	· Réunion du collège australasien de sécurité routière (Australasian College of Road Safety International Outreach Chapter)	Karam 4
18h00 - 20h00	Engagements Modérateur : Melinda Crane	Auditorium ministériel

Titre de la session : Engagements pour accélérer les progrès

Description de la session

Les engagements formels constituent un élément nouveau et essentiel de cette quatrième conférence ministérielle mondiale. Chaque gouvernement ainsi que d'autres acteurs majeurs - organisations internationales, groupes de la société civile, fondations et entreprises privées - auront la possibilité de prendre un engagement formel décrivant comment ils prévoient d'accélérer les progrès pour atteindre l'objectif de la Décennie d'action pour la sécurité routière 2021-2030, à savoir réduire de 50 % le nombre de morts et de blessés sur les routes d'ici à 2030.

Sur la base du Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2021-2030 et des objectifs de performance de la sécurité routière mondiale convenus précédemment, les engagements pourraient inclure, par exemple, de nouvelles politiques ou législations en matière de sécurité routière, des améliorations de l'infrastructure routière ou de la réglementation des véhicules, un renforcement des soins de traumatologie ou des systèmes de collecte de données, ainsi qu'un financement supplémentaire. Idéalement, les engagements seront SMART : spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps. Les délégués disposeront d'une à deux minutes pour présenter leurs engagements, qui seront également publiés dans les actes de la conférence.

En ce qui concerne l'élaboration des engagements nationaux en particulier, les gouvernements sont invités à s'engager avec les ministères concernés ainsi qu'avec d'autres parties prenantes dans le pays afin de définir les engagements qui peuvent être pris pour accélérer les progrès. La possibilité pour les chefs de délégations gouvernementales de présenter leurs engagements nationaux lors de la quatrième conférence ministérielle mondiale sera incluse dans le programme officiel.

**4th GLOBAL MINISTERIAL
CONFERENCE ON
ROAD SAFETY**
MARRAKECH - MOROCCO

20 FÉVRIER 2025

TEMPS	ÉVÉNEMENT	LIEU
07h30 - 08h45	Événements parallèles	
	· Ecart en matière de données probantes et priorités de recherches (JHU & OMS)	Karam 1
09h00 - 10h30	Sessions parallèles (groupe 4) :	
	16. Exploiter les données pour la sécurité routière : Faire progresser les stratégies, les politiques et le suivi des progrès	Auditorium ministériel
	17. Parcourir l'avenir : relever les défis et les opportunités en matière de sécurité routière à l'ère des technologies émergentes et des tendances de la mobilité	Fes 1
	18. Libérer le potentiel des partenariats public-privé pour une mobilité plus sûre et plus durable	Fes 2
	19. Renforcer la sécurité des utilisateurs de deux et trois roues motorisés (PTW) : Risques, politiques et solutions	Salle de bal royale
	20. Faire progresser l'approche pour un système sûr : Facilitateurs, défis et leçons pour la mise en œuvre	Auditorium Ambassador

Session 16 : Exploiter les données pour la sécurité routière : Faire progresser les stratégies, les politiques et le suivi des progrès

Aperçu de la session :

Cette session explorera comment les données sont essentielles pour améliorer la prise de décision en matière de sécurité routière, élaborer des politiques efficaces et améliorer l'infrastructure. Elle se concentrera sur le rôle clé des données dans le suivi de la législation et des efforts de mise en œuvre, et sur l'importance des observatoires régionaux de la sécurité routière pour combler le fossé entre les données et les connaissances. Les participants discuteront de la manière dont les technologies émergentes peuvent révolutionner la collecte et l'application des données de sécurité routière, et exploreront les efforts de collaboration visant à renforcer le partage des données entre les secteurs. La session examinera également les stratégies visant à améliorer la collecte des données et l'élaboration des politiques, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Description de la session :

Pour atteindre l'objectif des Nations Unies de réduire de moitié le nombre de morts et de blessés graves sur les routes d'ici 2030, il est essentiel d'adopter une approche fondée sur les données. Cette session se penchera sur l'importance des données critiques dans l'identification des défis et des opportunités en matière de sécurité routière, et sur la manière dont les données peuvent être utilisées pour informer les stratégies de sécurité routière, les améliorations de l'infrastructure et l'application efficace de la législation. La session examinera également le rôle des observatoires régionaux de la sécurité routière pour combler le fossé entre les données et les connaissances, en veillant à ce que les politiques de sécurité routière s'appuient sur des données solides au niveau régional. Une attention particulière sera accordée à la façon dont les technologies émergentes telles que les appareils mobiles, l'intelligence artificielle et l'analyse des données peuvent révolutionner la collecte et l'application des données sur la sécurité routière. Grâce à des efforts de collaboration entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile, cette session explorera comment le partage des données peut être amélioré, en veillant à ce que les données sur la sécurité routière soient plus accessibles et exploitables. En outre, la session examinera les stratégies pour une collecte de données efficace dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI), en accordant une attention particulière au rôle des observatoires régionaux dans l'avancement de la prise de décision fondée sur les données.

Thèmes clés :

- Données essentielles pour la sécurité routière : Exploration des types de données essentielles pour comprendre les défis et les opportunités en matière de sécurité routière, en particulier pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de sécurité routière.
- Avancées technologiques : Discuter de la manière dont les appareils mobiles, l'intelligence artificielle et l'analyse des données peuvent transformer la collecte, l'analyse et l'application des données relatives à la sécurité routière.
- Collaboration pour le partage des données : Renforcer la collaboration entre les agences gouvernementales, le secteur privé et la société civile afin d'améliorer le partage et l'utilisation des données pour la sécurité routière.

- Observatoires régionaux de la sécurité routière : Évaluation de la contribution des observatoires régionaux de la sécurité routière au suivi des progrès en matière de sécurité routière, à l'inscription de la sécurité routière à l'ordre du jour politique et à la prise de décisions fondées sur des données.
- Collecte de données dans les PRFM : Identification de stratégies pour améliorer la collecte de données et l'élaboration de politiques dans les pays à revenu faible et intermédiaire, avec le soutien d'observatoires régionaux.

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Emma MacLennan, directrice de l'EASST et directrice adjointe du secrétariat de l'EaPRSO



Introduction du panel : Dominique Mignot, Président, Groupe international de données et d'analyse de la sécurité routière (IRTAD)



Sattya Boran, directeur adjoint, département de la sécurité routière, Cambodge



Sushil Dhakal, secrétaire adjoint, ministère des infrastructures physiques et des transports, Népal,



Geetam Tiwari, Centre de recherche sur les transports et de prévention des blessures, Institut indien de technologie de Delhi



Manuelle Salathe, Directrice, Observatoire national de la sécurité routière, France



Tomáš Neřold, directeur du département de la sécurité routière du ministère des transports, République tchèque



Benacer Boulaajoul, président de l'Observatoire africain de la sécurité routière



Session 17 : Parcourir l'avenir : relever les défis et les opportunités en matière de sécurité routière à l'ère des technologies émergentes et des tendances de la mobilité

Aperçu de la session :

Cette session donnera un aperçu de la manière dont les technologies émergentes et les tendances en matière de mobilité remodelent la sécurité routière. L'avènement des véhicules autonomes et connectés, de la mobilité électrique et des nouveaux services de mobilité tels que la mobilité partagée, offre la possibilité d'améliorer considérablement la sécurité routière. Cependant, ces technologies présentent également de nouveaux défis qui doivent être relevés pour maximiser leurs avantages. La session se concentrera sur la compréhension des implications de ces avancées technologiques sur les systèmes de sécurité routière, les cadres réglementaires et les comportements des usagers.

La session commencera par un aperçu des dernières innovations technologiques et des tendances en matière de mobilité, en soulignant à la fois leurs avantages et leurs risques dans le contexte de la sécurité routière. Les experts exploreront ensuite les réponses réglementaires, infrastructurelles et opérationnelles nécessaires pour garantir que ces innovations contribuent à un environnement routier plus sûr pour tous les usagers de la route.

Description de la session :

Les avancées technologiques et les nouvelles tendances en matière de mobilité promettent d'améliorer considérablement la sécurité routière, mais elles introduisent également de nouveaux défis qui doivent être gérés avec soin pour maximiser leurs avantages. Cette session explorera comment ces innovations, y compris les véhicules autonomes (AV), les technologies des véhicules connectés, la mobilité partagée et la micro-mobilité, remodelent la sécurité routière et les systèmes de transport.

Le rôle des véhicules autonomes et connectés sera examiné, en particulier en ce qui concerne la manière dont ils peuvent améliorer la sécurité en réduisant l'erreur humaine, en fournissant des fonctions d'évitement des collisions et en améliorant la gestion du trafic. Cependant, l'intégration de ces technologies dans les réseaux routiers existants nécessite des ajustements significatifs dans la conception des infrastructures et des mises à jour des cadres réglementaires, ce qui fait de cette session un espace critique pour discuter de la façon dont les infrastructures intelligentes, la communication véhicule-infrastructure et les systèmes de sécurité basés sur les données peuvent évoluer. L'impact des services de mobilité partagée tels que le covoiturage et les solutions de micro-mobilité telles que les scooters électriques sera exploré, en mettant l'accent sur les risques de sécurité et les défis réglementaires qui y sont associés. À mesure que ces services se répandent, il est essentiel de comprendre comment ils peuvent être intégrés en toute sécurité dans les systèmes de transport routier, en accordant une attention particulière à l'infrastructure, aux normes de sécurité et au comportement des usagers.

Enfin, la session mettra en évidence la manière dont les technologies émergentes, si elles sont correctement intégrées dans les systèmes de sécurité routière, peuvent contribuer à rendre les routes plus sûres à l'avenir. Toutefois, pour que ces innovations soient efficaces, une coopération internationale et des approches réglementaires cohérentes sont nécessaires pour garantir que les mesures de sécurité évoluent en même temps que les progrès technologiques, en particulier dans les régions en développement rapide et les marchés émergents.

Thèmes clés :

- Le rôle des véhicules autonomes et connectés : Comment les véhicules autonomes et connectés peuvent contribuer à la sécurité routière en réduisant les accidents grâce à l'amélioration de l'aide à la conduite et de la gestion du trafic.
- Mobilité partagée et micro-mobilité : Explorer les implications en matière de sécurité et les défis réglementaires associés aux services de covoiturage, aux scooters électriques et à la micro-mobilité.
- Conception de la sécurité et infrastructure : La nécessité pour les infrastructures d'évoluer en réponse aux nouvelles technologies, y compris les systèmes de communication entre véhicules et infrastructures et la conception de routes intelligentes.
- Défis réglementaires et politiques : Comblent les lacunes de la législation et des cadres politiques pour garantir l'intégration sûre des nouvelles technologies et des nouveaux services dans les réseaux routiers existants.
- Améliorations de la sécurité fondées sur les données : Utiliser le big data et l'IA pour améliorer la sécurité routière, en permettant une gestion du trafic en temps réel et des interventions proactives en matière de sécurité.



LISTE DES ORATEURS

Modérateur : Christopher Harrison, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle



Introduction du panel : Cecilia Sunnevang, vice-présidente de la recherche, AUTOLIV



Wei Li, directeur général adjoint, Centre de recherche et de technologie automobile de Chine (CARTAC)



Pankaj Aggarwal, Ingénieur en chef, Routes, MoRTH
Gouvernement de l'Inde



Philip Turner, responsable du développement durable,
UITP



Dmitry Mariyasin, secrétaire exécutif adjoint, Commission
économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU)



Rafik Alami, directeur du centre d'excellence en innovation
numérique, UM6P, Maroc



Benoît Laurent : Président du conseil de surveillance,
UTAC, France



Youssef El Hanssali : PDG Vitronic, EAU

Session 18 : Libérer le potentiel des partenariats public-privé pour une mobilité plus sûre et plus durable

Aperçu de la session :

Cette session examinera comment les partenariats public-privé (PPP) peuvent apporter des solutions efficaces en matière de sécurité routière et de mobilité. Elle explorera les principaux facteurs de réussite, les mécanismes de mobilisation des investissements et les stratégies d'extension de ces partenariats dans différents contextes de revenus. La discussion soulignera comment le capital-risque, les garanties de crédit et les indicateurs de performance clés (KPI) cohérents à l'échelle mondiale peuvent renforcer la confiance entre les parties prenantes. Des études de cas illustreront la manière dont les PPP réussis ont tiré parti des données, de la technologie et du financement pour réduire les traumatismes routiers et améliorer les systèmes de transport.

Description de la session :

Les partenariats public-privé (PPP) sont essentiels pour faire progresser la sécurité routière et la mobilité durable. En combinant la direction des politiques publiques avec l'innovation et l'investissement du secteur privé, les PPP peuvent fournir des solutions telles que des infrastructures améliorées, des normes de véhicules plus sûres, une meilleure application des lois et des interventions basées sur des données.

Toutefois, pour que ces partenariats puissent s'étendre efficacement, il est essentiel de comprendre les facteurs de réussite, notamment des structures de gouvernance claires, des incitations harmonisées et un impact mesurable. L'un des défis consiste à s'assurer que les avantages de la réduction des traumatismes routiers, tels que la diminution des coûts de santé et l'augmentation de la productivité économique, sont effectivement mobilisés pour soutenir les investissements en cours.

Cette session examinera comment le capital-risque et les garanties de crédit peuvent contribuer à réduire les risques d'investissement et permettre aux marchés de développer des solutions de sécurité routière à grande échelle. Elle abordera également l'importance d'indicateurs de performance clés cohérents à l'échelle mondiale pour suivre les progrès et renforcer la confiance des bénéficiaires et des investisseurs du secteur privé. En outre, la discussion portera sur la création d'un écosystème favorable où les diverses parties prenantes - des gouvernements et des institutions multilatérales aux entreprises privées et à la société civile - peuvent collaborer efficacement pour conduire des changements significatifs dans la sécurité routière et la mobilité.

Thèmes clés :

- Facteurs de réussite des partenariats public-privé pour la sécurité routière
- Mobiliser les bénéfices de la réduction des traumatismes routiers pour soutenir les investissements dans les initiatives de sécurité routière
- Le rôle du capital-risque et des garanties de crédit dans la promotion d'un marché évolutif pour les solutions de sécurité routière
- Suivi d'indicateurs clés de performance cohérents à l'échelle mondiale afin de renforcer la responsabilité et d'attirer les investissements
- Créer un écosystème pour des PPP durables dans les pays à faible revenu, à reve-

nu intermédiaire et à revenu élevé

- Transposition à plus grande échelle des modèles de PPP réussis grâce à un financement innovant et à l'adoption de technologies
- Exemples de PPP efficaces dans des domaines tels que les données sur la sécurité routière, le contrôle, la sécurité des véhicules et les infrastructures



LISTE DES ORATEURS

Modérateur : Nneka Henry, Directrice, Fonds des Nations Unies pour la sécurité routière



Introduction du panel : Jean Pol Armijos, spécialiste principal des transports, Banque interaméricaine de développement



Sergio Oliete Josa, directeur général des partenariats internationaux, du transport durable et du développement urbain, européenne



Carmelo Sanz de Barros, Président du Sénat, Fédération Internationale de l'Automobile (FIA)



Bosco Marti Asencio, directeur exécutif, Fundacion



Jonathan Lewis, vice-président chargé de la santé et de la sécurité,



Robert Lisinge, directeur de la division Technologie, innovation, connectivité et développement des infrastructures, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA)



M'hammed Cherqaoui, Directeur HSSE & Product Quality Vivo Energie

Session 19 : Améliorer la sécurité des utilisateurs de deux et trois roues motorisées (PTW) : Risques, politiques et solutions

Aperçu de la session :

Cette session abordera le rôle critique des deux et trois roues motorisés (PTW) dans la mobilité à travers de nombreux pays, en particulier dans les régions à revenu faible et intermédiaire où ils constituent un mode de transport essentiel pour le travail et les déplacements personnels. Il examinera les défis croissants en matière de sécurité associés à l'utilisation des deux-roues motorisés, notamment la vulnérabilité des conducteurs, la sécurité des enfants passagers, la nécessité d'une infrastructure appropriée et le rôle des normes relatives aux véhicules et aux casques. Les discussions porteront également sur les mesures de réglementation et d'application, les innovations du secteur et les meilleures pratiques internationales visant à renforcer la sécurité des conducteurs de véhicules à moteur tout en maintenant leur rôle en tant qu'option de mobilité accessible et abordable.

Description de la session :

Les deux et trois roues motorisés (PTW) jouent un rôle essentiel dans les systèmes de transport du monde entier, en offrant une mobilité abordable, flexible et accessible, en particulier dans les zones urbaines et périurbaines. Dans de nombreux pays, les motos, les cyclomoteurs et les tricycles motorisés ne sont pas seulement un mode de transport, mais aussi un moteur essentiel de l'activité économique, notamment dans les services de livraison et les réseaux de transport informels. Cependant, les conducteurs de deux-roues motorisés font partie des usagers de la route les plus vulnérables, avec des taux élevés de décès et de blessures graves. De nombreux facteurs contribuent aux risques auxquels ils sont confrontés, notamment le manque d'infrastructures sûres, le port insuffisant du casque et l'application insuffisante de la loi, la présence d'enfants passagers et les problèmes liés aux normes de sécurité des véhicules.

Cette session explorera les stratégies efficaces pour améliorer la sécurité des conducteurs de véhicules à moteur, en se concentrant sur une combinaison de conception des routes, d'équipements de protection, de formation des conducteurs, d'application des règles de sécurité et d'innovations dans la technologie des véhicules. La discussion mettra également en lumière les approches nationales qui ont permis de réduire les accidents et les décès liés aux deux-roues. Une attention particulière sera accordée à la protection des enfants passagers, aux défis posés par le transport informel des conducteurs de deux-roues motorisés et au rôle du secteur privé dans la promotion de pratiques plus sûres.

Thèmes clés :

- L'importance des travailleurs à mobilité réduite pour la mobilité et l'activité économique, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire
- Les principaux risques de sécurité associés aux VTC, y compris les lacunes en matière d'infrastructures, le port du casque et les problèmes d'application de la loi.
- La protection des enfants passagers et la nécessité de politiques de sécurité ciblées
- Le rôle de l'amélioration des dispositifs de sécurité des véhicules, tels que les systèmes de freinage antiblocage (ABS) et la conformité aux normes sur les casques.

- La nécessité d'une approche coordonnée, incluant les politiques gouvernementales, l'innovation du secteur privé et l'engagement de la société civile
- Études de cas d'interventions réussies pour améliorer la sécurité des PTW, y compris la réglementation, les campagnes de sensibilisation du public et les initiatives menées par l'industrie

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Ariana Childs Graham, Directrice de programme, Sécurité routière, Global Health Advocacy Incubator



Introduction du panel : Andres Vecino-Ortiz, professeur de recherche associé, École de santé publique Bloomberg de l'Université Johns Hopkins



Nils Lubbe, directeur de la recherche, AUTOLIV, Suède



Xiangrong Li, Centre de recherche et de technologie automobile de Chine (CATARC)



Thanh Kim Le, Vice-président, Comité national de la sécurité routière, Viet Nam



Esteban Diez Roux, conseiller principal en opérations, Banque interaméricaine de développement (BID)



Kuroki KAZUYOSHI, président du RSWG, Association internationale des constructeurs de motocycles (IMMA)



Greg Smith, Directeur général (ad interim), Programme international d'évaluation des routes (IRAP)

Session 20 : Faire progresser l'approche pour un système sûr : Facilitateurs, défis et leçons pour la mise en œuvre

Aperçu de la session :

Cette session examinera les progrès réalisés par les juridictions qui ont adopté l'approche du système sûr, en soulignant les facteurs clés et les défis de la mise en œuvre. Elle montrera comment les gouvernements nationaux, étatiques et locaux ont réussi à intégrer le système sûr dans leurs stratégies de sécurité routière, fournissant ainsi des leçons précieuses pour les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI). La discussion soulignera également le rôle du leadership politique, l'importance de la coordination à l'échelle du système et la nécessité d'une innovation continue pour accélérer les progrès vers l'objectif 50by30.

Description de la session :

L'approche «système sûr» est devenue la pierre angulaire des stratégies de sécurité routière dans le monde entier. Elle reconnaît que les êtres humains commettent des erreurs et que les systèmes routiers doivent être conçus de manière à minimiser les dommages. De nombreuses juridictions ont fait des progrès mesurables dans la réduction du nombre de morts et de blessés graves sur les routes en adoptant cette approche. Cependant, une mise en œuvre efficace reste un défi, en particulier dans les pays à faible revenu où la capacité institutionnelle, le financement et le soutien politique peuvent être limités.

Cette session fournira une plateforme pour évaluer l'impact réel de la mise en œuvre d'un système sûr, en s'appuyant sur des études de cas aux niveaux national, étatique et local. Elle explorera les facteurs de réussite, tels qu'un leadership fort, une collaboration multisectorielle et des interventions fondées sur des données probantes. Il examinera également les obstacles courants - tels que les lacunes réglementaires, le manque de financement et la résistance au changement - qui empêchent une adoption généralisée.

En mettant en évidence les dividendes politiques et en démontrant comment les différentes composantes du système doivent travailler ensemble, cette discussion vise à fournir aux décideurs politiques, aux praticiens et aux défenseurs des idées pour accélérer la mise en œuvre d'un système sûr à l'échelle mondiale.

Thèmes clés :

- Mise en œuvre du système sûr à différents niveaux (national, étatique, local) et leçons tirées de l'expérience
- Facilitateurs et obstacles à une mise en œuvre réussie, avec un accent sur la gouvernance, le financement et le renforcement des capacités
- Le leadership politique et le soutien du public, facteurs essentiels de la réussite en matière de sécurité routière
- Le rôle de la coordination systémique - veiller à ce que les routes, les véhicules, les vitesses et les usagers travaillent ensemble pour la sécurité
- Applicabilité aux PRFM - comment des solutions éprouvées peuvent être adaptées à des contextes différents
- L'avenir des innovations des systèmes sûrs et leur potentiel de transformation de la sécurité routière

LISTE DES ORATEURS



Modérateur : Véronique Feypell, Chef de projet, Sécurité routière, Forum international des transports



Introduction du pannel : Jessica Truong, Global NCAP



Britta Lang, Directrice, Partenariat mondial pour la sécurité routière



Amy Pidwill, responsable de la stratégie de sécurité routière, Transport for London



James Bradford, directeur technique mondial, Programme international d'évaluation des routes (iRAP)



Shaw Wong, professeur d'ingénierie mécanique, Université Putra Malaysia, et président de l'Institut malaisien de recherche sur la sécurité routière, Malaisie



Sumaya Saeed Salem Al Neyadi, directeur de la sécurité routière, Abu Dhabi

10h30 - 11h00	Pause café	LIEU
11h00 - 12h00	Remise des Prix du Festival International du Film de sécurité Routière et des Prix du Concours International de l'invention et de l'Innovation dans le domaine de la sécurité routière. Modérateur : Nabila Kilani <ul style="list-style-type: none">· Prix international de l'innovation et de l'invention· Festival international du film sur la sécurité routière· Prix spéciaux décernés par le Prince Michael de Kent	Karam 1
12h00 - 13h00	Cérémonie de clôture : Modérateur : Melinda Crane Présentation de la déclaration de Marrakech : <ul style="list-style-type: none">· Abdessamad Kayouh, ministre du transport et de la logistique, Intervenants : <ul style="list-style-type: none">· Lotte Brondum, Alliance mondiale des ONG· Raquel Barrios, Jeunes pour la sécurité routière· Etienne Krug, mondiale la santé· Benacer Boulaajoul, Agence nationale de sécurité routière, Maroc	Karam 1
13h00 - 14h00	Conférence de presse	Salle de bal royale
14h00 - 15h30	Déjeuner	



Modérateur : **Nabila Kilani**



Modérateur : **Melinda Crane**



Présentation de la Déclaration de Marrakech :
Abdessamad KAYOUH
Ministre des transports et de la logistique
Maroc



Lotte Brondum, Alliance mondiale des ONG



Raquel Barrios, Jeunes pour la sécurité routière



Etienne Krug

Directeur, Département des déterminants sociaux de la santé
Organisation mondiale de la santé - Belgique



Benacer Boulaajoul, Agence nationale de sécurité routière, Maroc



